

éditorial	
Rendez-vous le 7 mars 2009 ! Pierre Galand	3
dossier - Réseaux: dessus, dessous	
Les réseaux: le meilleur, mais plus souvent le pire Jacques Rifflet	5
Y être, c'est en être Geoffrey Geuens	7
La franc-maçonnerie est-elle un réseau? Henri Bartholomeeusen.....	9
Réseaux féminins - Un réel engouement Annie Cornet.....	11
Internet, réseau qui libère, qui enferme Christophe Lejeune.....	12
Un cheval de Troie bénit des dieux Une interview de Marcel Conradt. Propos recueillis par Pascal Martin.....	14
Réseaux et lobbies juifs, des fantasmes à la vie dure Olivier Swingedau.....	16
Lutter contre les trafics Sophie Jekeler	18
enseignement	
Le modèle finlandais est-il une solution? Claude Wachtelaer	20
idées	
Les belligérances imperceptibles L'entretien de Jean Sloover avec Corinne Gobin.....	22
Flandre - Politique, métaphores et démocratie Olivier Starquit	24
De la drôle de guerre au drôle de fascisme Michel Grodent.....	25
société	
Voyager autrement Xavier De Schutter	26
europe	
Services portuaires - L'échec d'une directive Olivier Starquit	27
monde	
Liban - Vers un nouveau pacte national? Une interview de Nahla Chahal. Propos recueillis par Pierre Vanrie.....	28
culture	
Opéra - L'ambition du nouveau jeune intendant Christian Jade	30
Miroirs et reflets en question Ben Durant	31
Mike Kelley: modes d'emploi Ben Durant	32
religion	
Sauver le Christ Patrice Darteville.....	33
agenda	33

Notre prochain dossier: le Québec

Il y a 400 ans, l'explorateur français Samuel de Champlain fondait une ville, un État et un pays. Depuis, le Québec symbolise pour beaucoup d'Européens, un monde nouveau, d'accueil, d'immigration puisqu'un Québécois sur dix vient d'ailleurs. Cela ne va pas sans difficultés, puisque c'est là qu'ont été pensés les «accommodements raisonnables»...

Petite exploration dans ce qu'on appelle aujourd'hui la « québécoïtude », avant les vacances, pour mieux se retrouver dès septembre avec notre dossier consacré au multiculturalisme.

Rendez-vous le 7 mars 2009!

Depuis le mois de décembre 2007, le Plan stratégique, diffusé très largement dans le mouvement laïque, a permis de faire un premier grand tour au sein des régionales et des associations membres du Centre d'Action Laïque en vue de nous projeter dans l'avenir et de tenter au mieux d'affronter les grands défis liés à l'évolution de nos sociétés.

Les nombreux commentaires et réactions reçus jusqu'ici ont été très largement positifs et constructifs. Ainsi l'assemblée générale du CAL, le 15 mars dernier, a adopté un plan décliné en sept axes qui constituent, pour les années à venir, les grandes thématiques toujours ajustables autour desquelles seront structurées nos démarches et notre rencontre avec ceux que j'aime à appeler le peuple laïque.

Quelques modifications résultant de cette première consultation ont été apportées au Plan stratégique, dont les sept axes arrêtés par l'assemblée générale sont:

- Revisiter les valeurs laïques
 - Construire des ponts entre la laïcité organisée et le peuple laïque
 - Agir la solidarité: sortir de l'indifférence
 - Promouvoir l'égalité, une question de droit
 - Affirmer un projet politique: la démocratie
 - Défendre les droits de la communauté non confessionnelle
 - Renforcer la laïcité en Europe et dans le monde
- Le préambule du texte adopté par l'assemblée générale, que vous trouverez sur le site www.laicite.be, précise trois préoccupations largement partagées par tous les contributeurs au débat.

La première est ce que nous appellerons «les questions qui fâchent ou chantiers», par exemple le cours de morale, le port du voile et bien d'autres qui, depuis trop longtemps, restent sans réponse claire pour les membres de la laïcité organisée et pour le grand public.

La deuxième déroulera à la fois de la mise en œuvre du Plan stratégique et des «chantiers». Il s'agit d'élaborer, en synergie avec les régionales, fédérations et associations laïques, une stratégie de cohérence et de plus grande visibilité de nos propositions et actions, au moyen du Plan stratégique.

Une troisième préoccupation relève du besoin urgent d'établir les ponts entre la laïcité organisée et tous celles et ceux qui, en Communauté française, se revendent de nos valeurs.

Nous devons, dans le même temps, prendre la mesure du nouvel environnement au sein duquel nous voilà immergés en ce début du XXI^e siècle, celui de la construction européenne et de la mondialisation. Nous pouvons le faire en rappelant, à toutes occasions, l'importance que revêt,

pour le monde laïque, la Déclaration universelle des droits de l'homme. Depuis le début de cette année des activités multiples et des publications ont été mises en place comme la diffusion d'un supplément dans le journal *Le Soir* du 15 avril dernier. Nous voulons contribuer à réhumaniser cette mondialisation et témoigner de l'importance de cet héritage du siècle des Lumières au travers de tous nos engagements en Europe.

La Convention 2009

Tous les trois ans, le Centre d'Action Laïque organise une convention rassemblant militants et sympathisants. La Convention qui se tiendra le 7 mars 2009 est un défi extraordinaire qui aura une dynamique toute particulière puisqu'elle a été déclarée ouverte au lendemain de l'assemblée générale et s'étalera sur douze mois.

Pendant une année, l'ensemble des bénévoles et des permanents du mouvement sont appelés à aller à la rencontre de l'ensemble des citoyennes et citoyens qui adhèrent aux mêmes valeurs et projets sociaux que le mouvement laïque. Le pari est que nous rencontrons un maximum de laïques et que nous les consultons, échangions avec eux, sur la société que nous voulons construire pour demain, celle que nous voulons léguer aux générations futures, une société porteuse des valeurs de la laïcité, de la libre pensée pour le progrès de l'humanité.

Il s'agit à la fois d'ouverture et d'une occasion offerte à l'ensemble des associations locales d'entreprendre une démarche de redynamisation, de rajeunissement et d'élargissement. Cela représente un potentiel exceptionnel d'écoute et de paroles citoyennes et laïques.

Actuellement, nous sommes dans la première phase de la Convention, celle qui consiste à organiser la démarche, préparer les outils: lieux de rencontres hors espace traditionnel, supports afin de lancer les rencontres et débats (petits spectacles de théâtre-action, reportages, textes, interviews...), etc...

Cette journée ne sera ni le lieu ni le moment d'adopter des résolutions à destination du conseil d'administration du CAL. Il s'agira d'une grande journée festive à laquelle seront invités tous ceux et celles désireux de nous rejoindre. Il s'agira de se retrouver joyeusement mais aussi de capitaliser et restituer les constats, propositions, comptes rendus des mille et un échanges recueillis tout au long de l'année.

Tout ce remue-ménage et remue-ménages aura, je l'espère, le mérite d'initier à son tour une démarche permanente de débat laïque et de rencontre avec le peuple laïque propice à nos ambitions et perspectives, telles qu'exprimées dans le Plan stratégique.

Pierre Galand
Président du Centre d'Action Laïque

dossier

RÉSEAUX: DESSUS, DESSOUS

Si les réseaux ont souvent pignon sur rue et des activités publiques, on ne peut douter que leur influence passe quelquefois par des canaux plus obscurs. Ils favorisent assurément la circulation des personnes, des idées, engendrant par là des trafics, parfois licites, parfois beaucoup moins, et où l'argent et le pouvoir sont rois. Indéniablement, ils favorisent aussi les contacts entre les gens, de nature fraternelle, amicale. Que serait un monde sans réseaux?

Les réseaux: le meilleur, mais plus souvent le pire	5
Y être, c'est en être	7
La franc-maçonnerie est-elle un réseau?	9
Réseaux féminins - Un réel engouement	11
Internet, réseau qui libère, qui enferme	12
Un cheval de Troie bénit des dieux	14
Réseaux et lobbies juifs, des fantasmes à la vie dure	16
Lutter contre les trafics	18

Les réseaux: le meilleur, mais plus souvent le pire

Entre occupation de terrain, volonté de pouvoir et fraternité, à quoi servent donc les réseaux?

L'humain est un animal gréginaire. Créature bisexualisée, il fut dès l'origine contraint d'organiser les alliances entre familles. En effet, Lévi-Strauss et Malinowski ont bien défini la règle universelle qui prévaut dans les rapports sexuels de l'humanité: l'interdit de l'inceste. La prohibition de tout mélange entre l'autorité et la promiscuité sexuelle.

Cette clé initiale de notre espèce «raisonnable», jointe à celle d'une autre alliance nécessaire, à savoir le regroupement naturel assurant la survie alimentaire et sécuritaire, va enclencher le grégarisme.

Le principe du réseau fait ainsi partie de l'instinct de l'humain, mais aussi d'une solidarité organisationnelle obligée. Nous parlons ici bien sûr du meilleur versant de la notion de réseau. À ce point évident que nous n'en ferons pas l'objet de cette brève analyse. Mais nous remarquerons cependant que souvent, au sein de l'étude d'un réseau, on découvre que le meilleur et le pire s'y côtoient.

Tels sont la plupart des lobbies qui hantent les couloirs des décideurs. Rarement, et heureusement, ils sont essentiellement «diaboliques», même si leur objectif est insupportable pour les tendances et lobbies porteurs de messages inverses. Ainsi, le «couple» formé par l'Opus Dei et la République espagnole de 1936, le «couple» du libéralisme et du socialisme militants, le couple de Sarkozy et de mai 1968, le couple de la Maison Blanche et du Kremlin...

Et il serait clairvoyant d'accorder à l'adversaire quelques raisons raisonnables d'être opposé aux nôtres. Le libre examen ne peut être le vecteur de nos seules certitudes.

Plongeons dans l'océan des lobbies en général. Quel meilleur exemple que la «faune» qui rôde autour du gâteau européen? Un décompte officieux, mais généralement accepté, établit à 25 000 le nombre d'extérieurs infiltrés, spirituels ou profanes, gravitant à Bruxelles et à Strasbourg. Un nombre équivalent à celui des fonctionnaires! À peu près trente lobbyistes par député du Parlement! Des agents «conseilleurs», mais surtout «pulseurs» des grands groupes industriels, de l'agroalimentaire, des régions, des ONG, du financier, du spirituel...

Il existe même des lobbies intergroupes, tel le «Kangourou», proaméricain, qui souhaite qu'au sein des groupes parlementaires, les pro-atlantistes votent individuellement en faveur de l'influence américaine en dehors des consignes de leur tendance politique.

L'Union européenne a finalement décidé de s'émouvoir. Elle entend organiser une transparence, par l'obligation pour les lobbies de se faire enrégistrer. Qui finance?

Quels honoraire? Quel objectif? Les connaisseurs du milieu européen considèrent cette démarche comme dérisoire. Car aucun contrôle sur l'action visible des «influents» n'est prévu. Serait-ce d'ailleurs possible? Parlons maintenant de la bataille qui va s'amplifiant entre les courants de la transcendance et de l'immanence. Un conflit qui s'inscrit tout particulièrement dans la ligne de préoccupation de notre revue.

Pensée libre: un microcosme menacé

Seule l'Europe, au prix d'une pulsion scientifique irrépressible, mais émaillée de martyrs, parvint à défoncer suffisamment la muraille des dogmes pour inonder de Lumière les rapports humanistes¹. Ce microcosme de la pensée libre est d'ailleurs à ce point exceptionnel — et dérangeant en conséquence — qu'il est actuellement gravement menacé.

L'équilibre «fragile» du temporel et du spirituel dépend essentiellement d'un «miracle» de la civilisation européenne, mais celle-ci est actuellement envahie par une multitude de courants «rigides» prétendant à des partitions communautaires. Elle est à nouveau au bord du gouffre des obscurantismes antagonistes. Elle affronte un état de dislocation grave sous les nuages sombres des excessifs en pleine effervescence.

À vrai dire, la lutte est éternelle entre le flux religieux aux transcendances compétitives et l'humanisme de l'immanent.

De nos jours, une Rome affaiblie s'en va proposer une alliance à Ankara, le cœur du renouveau de l'islamisme turc. Et la franc-maçonnerie adogmatique s'atterre des propos d'un président de la République française qui encense le rôle prépondérant du curé dans l'apprentissage du Bien et du Mal et la religion qui, seule, serait capable de fournir à l'humain le vecteur d'espérance. Mais devant l'exaspération du spirituel de tous bords, cette franc-maçonnerie est peu armée. En effet, la faiblesse de la franc-maçonnerie, liée à sa vertu de ne posséder aucune hiérarchie décisionnelle, engendre chez elle l'obligation d'user d'un réseau de fortes personnalités dispersées dont l'action cohérente est peu aisée à organiser. L'inverse d'un Opus Dei ou d'un ordre des Jésuites agissant en groupes de pression à forte structure centralisée. Et la laïcité est minée par les stratégies du politique s'efforçant de capter des clientèles électoralles atteintes d'une fièvre spirituelle d'un autre âge. De pierres «droits de l'homme» en pierres «apportées de suffrages» en pierres «tolérances naï-

¹ Voir à ce propos le livre remarquable de deux musulmans écrivant sous le pseudonyme commun de Mahmoud Hussein *Le versant sud de la liberté* paru aux éditions La Découverte/Essai, auquel j'ai emprunté un long passage dans mon ouvrage *Les mondes du sacré* publié par les éditions Mols.

ves», le gué du liberticide est à nouveau franchissable sous l'œil effaré d'une majorité silencieuse qui risque fort de basculer soudain dans l'excès de l'extrême droite.

fondamentalistes, et celui du protestantisme évangélique soutenu par le conservatisme fortuné de la droite américaine. À titre indicatif, l'article 17 de la charte du Hamas prévoit l'élimination de la franc-maçonnerie et du Rotary (!) dès que l'islam en aura le pouvoir, car il s'agit de «nids d'espions sionistes».

Les réseaux religieux gonflent leur importance par une «stratégie de la charité», offrant aux plus démunis une aide réelle que les États ne consentent plus. Soit car ils sont pauvres, soit parce qu'ils sont guidés par l'égoïsme des nantis. On trouve des milliards d'euros pour sauver de la déroute le système bancaire mais pour l'alimentation déficiente, rien n'est fait. Sur 1 milliard de paysans, seuls, en 2008, 28 millions d'entre eux possèdent un tracteur! La mondialisation ultralibérale submerge les États et ouvre la voie à un réveil du religieux, seul recours pour les miséreux piégés par la mécanique de l'obsession du profit.

Le XXI^e siècle a universalisé l'impact des réseaux d'influence. Les médias répercutent le flux orienté des lobbies, soit consciemment, intéressés eux aussi par l'appât financier de l'audimat, soit inconsciemment, par méconnaissance des coulisses du théâtre du monde. Ce martelage des cerveaux envoûte et fige les consciences dans des certitudes rigides. La fluidité généreuse de l'esprit qui permet l'ouverture aux autres se perd. Benoît XVI et le président Bush ont réaffirmé que le temps était venu de pourfendre la démarche de relativisation des convictions —fondement de la fraternité humaniste de la libre pensée—, car les valeurs du spirituel se dilueraient sinon dans un climat de liberté excessive altérant jusqu'à la foi elle-même. Selon eux, l'Humanité ne peut se passer de bergers veillant à guider leurs moutons vers les enclos protégés par les barbelés des certitudes surnaturelles. Pour Rome, globalement, le monde se disloque en clans dévoyés par le culte du subjectif, du profit, de l'hégémonie et seules les valeurs retrouvées du sacré peuvent rétablir une éthique salvatrice. L'encyclique *Quanta Cura* de Pie IX ne déclarait-elle pas en 1870: «La volonté du peuple ne peut être souveraine puisqu'elle pourrait s'exprimer en faveur de la neutralité ou de l'indifférence». Ce qui constitue évidemment une condamnation d'un système démocratique où le pouvoir est accordé au peuple et non à Dieu. Cet interdit frappant la liberté d'expression du «populaire» se retrouve dans les discours du fondamentalisme musulman. Rien d'étonnant, dès lors, que les «spirituels» se tendent la main!

Nos propos ont surtout relevé l'esprit «occupation du terrain» des réseaux. Il serait injuste d'omettre leur esprit souvent positif, généreux, reflétant le souhait humain de vivre ensemble une fraternité enrichissante de convictions communes.

Dans un étang où quelques nénuphars affleurent et servent d'accès stable à l'oxygène, il est normal que le peuple des grenouilles s'agite pour parvenir à la surface et s'y installer. Encore faudrait-il que celles qui y parviennent n'aient pas pour seul objectif de noyer les autres!

Jacques Rifflet

Pirjetta Brander, *Village* (détail), peinture à l'aquarelle du projet pour le MAC/VAL, 2008, Musée d'art contemporain du Val-de-Marne, Vitry-sur-Seine (France). Cette artiste finlandaise exploite pleinement l'«effet réseaux» dans ce projet d'installation.

Alors, le ventre mou de l'Europe laxiste vivra des crampes redoutables.

Nous avons voulu mettre en évidence l'immense déferlante des réseaux du religieux, submergeant les digues de l'humanisme si péniblement construites. L'Union européenne paraît être un château de sable sapé par des vagues qui s'insinuent jusqu'à ébranler ses fondations les plus solides. La France et la Turquie, États dénoncés comme laïquistes par le spirituel —et nombre de laïques «communautaristans»—, sont menacés par des réseaux religieux d'influence dotés de structures financières et organisationnelles impressionnantes. Alors que face à ces gigantesques machines de siège, la Fédération humaniste européenne, la FHE, installée à Bruxelles, la capitale de l'Europe, ne possède qu'un seul permanent.

L'argent est le nerf de l'influence

Alors que, traditionnellement ancrés dans l'idée que Rome constitue toujours la menace majeure de l'étrangement des libertés de pensée, beaucoup de laïques s'obnubilent sur les errements conservateurs d'un Jean-Paul II ou d'un Benoît XVI, certes inquiétants. Ces laïques devraient percevoir enfin que deux courants surpassent de loin ce danger affaibli. Celui de l'islam, nourri par le flot intarissable des pétrodollars

Le Groupe Bilderberg et la Commission Trilatérale

Y être, c'est en être

Deux ou trois choses sur des cercles de réflexion discrets.

La littérature autour du Groupe Bilderberg et de la Trilateral balance entre deux types de positions apparemment contradictoires. Pour les uns —intellectuels orthodoxes, responsables politiques et PDG— ces clubs de réflexion ne seraient rien d'autre que des comités de sages détenteurs d'une influence réelle, mais bien plus limitée qu'on ne le dit généralement, le «on» en question désignant les «populistes de tous bords» opposés à la mondialisation heureuse. Dans cette perspective, la parenté des propositions émises par le monde des affaires et des résolutions adoptées par le FMI ou la Banque mondiale, trouverait essentiellement son origine dans le bien-fondé des propositions discutées dans ces cercles. Ces partisans de la théorie «minimaliste» —qu'ils le veuillent ou non— ont donc pour fonction objective d'éviter une remise en cause globale des articulations étroites entre élites économique et politique.

De leur côté, les théoriciens du complot —outre leur rhétorique nauséabonde— font obstacle plus que tremplin à une véritable réflexion sociologique sur ces hauts lieux de sociabilité. Obsédés par la recherche de «preuves» censées valider leurs propres fantasmes, ils s'évertuent à faire du moindre fait l'indice d'une grande conspiration à dénoncer. En scrutant les intentions malveillantes des maîtres du monde, les défenseurs des thèses conspirationnistes sacrifient l'analyse des solidarités objectives entre les diverses fractions de la classe dominante sur l'autel d'une représentation imaginaire des élites mondialistes. Comme l'indique Serge Moscovici, ces théoriciens divisent le monde en deux groupes, d'un côté les purs, de l'autre les impurs, tout contact entre ceux-ci s'apparentant à la souillure ou à l'infection¹. L'éthique encore et toujours...

Pour en finir avec la «théorie du complot» et les thèses minimalistes

Le profil sulfureux du Prince Bernhard des Pays-Bas —lequel fonda le Groupe Bilderberg— et le caractère confidentiel des activités de ce groupe en ont fait l'une des cibles privilégiées des partisans de la théorie du complot. Il ne manque pas de sites internet ayant ainsi pour objectif de démontrer le projet de conspiration mondiale, fomentée par de puissants hommes d'affaires plaçant sous leur coupe l'ensemble des parlements et gouvernements nationaux. La réalité est, faut-il le préciser, bien plus terre à terre.

La première réunion du Groupe Bilderberg —financée par Unilever et la CIA— fut convoquée, en 1954, à l'initiative notamment du Prince Bernhard et de Paul van Zeeland. Convaincus de l'intérêt de renforcer les relations transatlantiques —mises à mal alors par l'exacerbation de

tensions en tout genre— et de faire face à l'adversaire soviétique, divers dirigeants décident de mettre sur pied un comité de réflexion composé de responsables économiques, politiques et militaires issus des deux continents. Bilderberg ne peut être, dès lors, considéré comme l'expression de l'existence d'un «grand capital» unifié —songeons à l'ouvrage fantaisiste *Empire* de Toni Negri— mais, au contraire, comme le témoignage de la persistance d'antagonismes inter-impérialistes. Le propos de David Rockefeller est à cet égard éclairant: «Une fois que l'Europe fut rétablie dans toute sa force économique, un grand nombre de vieilles rivalités entre nations se mirent à resurgir, on commença à se méfier des intentions américaines et on accusa même les États-Unis de vouloir exercer leur hégémonie sur l'Europe. Cette attitude se renforça pendant les années 60 jusqu'à atteindre un point critique au cours des années 70, à la suite du désordre économique de ces années-là et de l'amélioration régulière des relations américano-soviétiques résultant de la détente»².

Participant régulier aux rencontres de Bilderberg, co-fondateur de la Trilateral et ex-conseiller à la Sécurité nationale de Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski voit aussi dans ces cercles de réflexion, discrets mais non secrets, des «absorbeurs de chocs»³ entre grandes puissances. On sait ainsi, suite à certaines fuites, que les discussions furent particulièrement houleuses entre les délégations française et américaine, et cela notamment à propos de l'Irak.

Entre-soi et cosmopolitisme grand-bourgeois

L'adhésion commune aux valeurs de l'anticommunisme, de l'atlantisme et du libéralisme économique suffira amplement à consolider la cohésion idéologique des participants, de droite comme de «gauche», aux réunions annuelles du groupe. C'est cette convergence qui garantira d'ailleurs, à long terme, l'intimité entre les divers participants, faisant de Bilderberg un cercle de réflexion informel. Max Kohntamm —ancien collaborateur de Jean Monnet— évoque «un groupe d'amis que l'on pouvait approcher à tout moment, même s'ils n'étaient pas d'accord sur tout»⁴.

C'est ainsi que David Rockefeller invita Gianni Agnelli (Fiat) au comité international de la Chase Manhattan Bank —après l'avoir assidûment fréquenté aux réunions du Groupe—, cette cooptation exprimant bien le fonctionnement du cosmopolitisme grand-bourgeois.

L'actuel Président honoraire de Bilderberg⁵, le Vicomte belge Étienne Davignon, est ainsi à l'image des membres du groupe: d'abord, un homme doté d'un don d'ubiquité à toute épreuve —de Kissinger Associates à Umicore en pas-

¹ Serge Moscovici, «The conspiracy mentality», dans Carl F. Graumann et Serge Moscovici (éd.), *Changing Conceptions of Conspiracy*, 1987, p. 154. Cité dans Véronique Campion-Vincent, *La société parano. Théories du complot, menaces et incertitudes*, Paris, Payot, 2005, p. 149.

² David Rockefeller, *Mémoires*, Paris, Éditions de Fallois, 2006, p. 483.

³ Propos de Zbigniew Brzezinski cités dans Stephen Gill, *American Hegemony and Trilateral Commission*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 32.

⁴ Valérie Aubourg, «Le Groupe Bilderberg et l'intégration européenne jusqu'au milieu des années 1960», dans Michel Dumoulin (éd.), *Réseaux économiques et construction européenne*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes/Peter Lang, 2004, p. 429.

⁵ On retrouve parmi les membres du comité organisateur des rencontres annuelles du Groupe Bilderberg, Paul Allaire (Xerox), Henry Kissinger, James Wolfensohn (Citigroup, ex-Banque mondiale), Peter Sutherland (BP, ex-Commission européenne), Bertrand Collomb (Lafarge), André Lévy-Lang (BNP), Hilmar Koppen (Deutsche Bank), Jürgen Schrempp (Daimler-Chrysler), Francisco Balsemao (ex-Premier ministre portugais, Impresa), Jorma Ollila (Nokia, Shell), Klaus Schwab (Davos), Franz Vranitzky (ex-Chancelier autrichien) et Jacob Wallenberg (première fortune suédoise).

La franc-maçonnerie est-elle un réseau?

La question est souvent abordée par la presse, l'opinion publique, voire le bon sens populaire. La réponse paraît entendue.

Les francs-maçons qui se sont prêtés des serments d'aide et assistance, qui se tiennent et se soutiennent, de manière occulte —puisque'ils prétendent tenir secrète leur qualité— au travers d'une société répandue sur les deux hémisphères, ces maçons répartis, organisés en loges et obédiences apparaissent souvent comme l'illustration la plus achevée de ce que pourrait être un réseau. Et pour cause, comment imaginer trame plus forte que la *fraternité* dont ils se revendiquent?

S'il n'est quasi aucun réseau qui, de ce point de vue, ne se soit un jour rêvé «maçonnique», la notion même de «réseau» demeure toutefois ambiguë en raison même de sa polysémie.

Le *Petit Robert* ne nous en propose pas moins de sept approches différentes. Du langage informatique, où le réseau est simplement constitué de l'ensemble des ordinateurs et terminaux interconnectés, l'on glisse vers la répartition des éléments d'une organisation en différents points. Pour arriver éventuellement à la structure clandestine formée de personnes obéissant aux mêmes directives. Ainsi en est-il évidemment du réseau d'espionnage, de résistance, de l'agent de liaison d'un réseau.

La franc-maçonnerie, société fraternelle et «anarchiste»

Or, comme l'écrivait remarquablement Pierre Tempels, «*il n'existe et il n'a jamais existé qu'une seule association faisant de la liberté son fondement, son but, sa méthode, le ciment de ses membres: c'est la franc-maçonnerie*».

Et de poursuivre: «*Qu'on imagine une société qui formulerait ainsi ses statuts*:

Art.1 La Société n'accepte aucune doctrine comme définitive ou comme sienne.

Art.2 Cependant, la Société provoque ses membres à l'examen de toutes les doctrines.

Art.3 Chacun de ses membres adoptera pour lui-même la doctrine de son choix, et sera libre d'y conformer sa conduite, sans que les autres n'aient rien à y reprendre».

Étonnante, cette organisation qui se refuse à toute directive, tout pouvoir, qui s'interdit, comme association, toute entreprise, toute action destinée à atteindre un but quelconque dans l'État ou dans le public.

Étonnant, ce réseau qui aspire à n'exercer d'influence générale qu'à la seule initiative de ses adeptes, sans instruction ni contrôle.

Les francs-maçons, pour leur part, ne cessent, entre eux, chaque fois qu'il est possible, de se proclamer libres au sein

de loges libres et souveraines. Ils réduisent délibérément au statut de «fédération de loges» leurs obédiences souveraines qui, par ailleurs, ne reconnaissent aucune autorité supérieure à la leur. La fraternité maçonnique permet pourtant une telle organisation, libre et autonome.

La franc-maçonnerie, société fraternelle et «déontologique»

Choisie, voulue, et en tout cas librement acceptée, une *fraternité déontique* unit ainsi les francs-maçons en loge et au réseau interconnecté des autres maçons, loges et obédiences.

Le franc-maçon ignore en effet le *droit* de fraternité, la créance sur l'ami, fût-ce pour service rendu: il n'en connaît que le *devoir*.

Et s'il se fait libre interprète de ce devoir, l'idéal, la tradition, la pratique ou les préceptes maçonniques l'obligent néanmoins à une conduite qui garantisse la société civile de tout risque de partialité.

Sans doute les francs-maçons sont-ils heureux de nourrir des *a priori* favorables les uns à l'égard des autres. La chose est d'autant plus aisée que leur démarche est, en règle, désintéressée. Mais lorsque le devoir de fraternité ou de solidarité tendrait à infléchir aveuglément leur choix, décision ou action au profit de l'un d'eux au détriment d'un non maçon, leur qualité commanderait immédiatement qu'il n'en fût rien.

À ma connaissance, la franc-maçonnerie serait en effet le seul «réseau» dont les membres ne peuvent s'accorder la préférence qu'à la condition de ne trouver meilleur. Et lorsque le même devoir de fraternité tendrait à infléchir aveuglément leur jugement au profit de l'un d'eux, au détriment de quiconque, voire du principe de justice, leur qualité, une fois de plus, les rappellerait à l'*«Ordre»*.

À ma connaissance encore, la franc-maçonnerie serait le seul «réseau» où le devoir de fraternité exige plus de sévérité de ses propres frères ou sœurs que de personne, de peur qu'ils ne nous corrompent. Si la moindre enquête journalistique sérieuse permet d'établir ce qui précède, l'on peut s'étonner, ce vingt et unième siècle bien entamé, d'encore voir sévir au sein d'une presse souvent exemplaire, quelques amateurs plus cupides que méchants, en mal de copies ou pressés par l'audimat, suggérer la haute main des maçons sur l'affairisme, la politique, voire les décisions judiciaires.

Et n'est-elle pas exceptionnelle cette organisation, ce réseau qui, se refusant tout pouvoir, toute directive à ses membres, imagine une fraternité et une solidarité telles qu'elles ne permettraient ni passe-droits, ni priviléges, sinon ceux de la franchise et de la sagesse?

Cette même sagesse qui fait dire aux francs-maçons: «*Soyons entre nous comme tous les hommes devraient être entre eux*». ➤

L'accueil, 2008 - Exposition «Un monde inquiétant» de Julien Coulommier - jusqu'au 15 juin 2008 à l'Espace Contretype, Bruxelles - www.contretype.org
Une inquiétante étrangeté se dégage des œuvres de cet artiste, comme celle qui sourd de cercles trop fermés...

sant par BASF, Fiat, Toyota, Total, Solvay, SN Brussels Airlines, Suez et la Table ronde des industriels européens qu'il fonda avec le patron de Volvo; ensuite et par conséquent, le représentant d'acteurs financiers dont le cumul des positions de pouvoir est, bien évidemment, lié au principe d'une formidable accumulation de capitaux en tout genre; et enfin, l'incarnation bien réelle d'une grande bourgeoisie d'affaires —espèce non menacée mais, dit-on, en voie d'extinction— dont les membres, affirmait Bourdieu, se répartissent les principaux postes «de pouvoir économique et politique, au hasard des "vocations" et des cooptations»⁶.

L'avenir du petit Étienne était, en effet, déjà tout tracé: petit-fils d'un ancien ministre des Affaires étrangères passé à l'Arbed (sidérurgie) et à la Sibeka (mines), il sera chef de cabinet puis directeur général de la politique au ministère

⁶ Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin, «Le patronat», dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 20-21, mars/avril 1978, p. 77.

⁷ Jacques Bouveresse, *Bourdieu, savant et politique*, Marseille, Agone, 2003, p. 16.

Le temple maçonnique du Grand Orient de France, rue Cadet à Paris.

© AFP

Aussi fantastique que cela paraisse, la fraternité maçonnique autorise bel et bien un tel idéal.

La franc-maçonnerie, société fraternelle et «idéliste»

Si la franc-maçonnerie libérale, comme institution, ne fait sienne aucune doxa, elle recherche toutefois la vérité, se fonde sur la liberté, la tolérance et le libre examen; elle postule la perfectibilité de l'Homme, le possible progrès de l'Humanité et... décide d'y travailler. Ce n'est pas rien.

Outre cette contribution à ce que l'on qualifie encore le progrès social, elle s'essaye à la bienfaisance dans le sens le plus large, notamment par ses actions philanthropiques.

Il est ainsi relativement aisés de comprendre que les francs-maçons et les francs-maçons, quels que soient leur pays ou leurs opinions, s'activent et se croisent par ailleurs sur les petits et grands projets, sur les chantiers sociaux, politiques, éthiques, sociaux, philanthropiques, éducatifs... à l'échelle d'instances locales, régionales, nationales, internationales, sinon, aujourd'hui, mondiales.

Cette fois, quels que soient leur loge, obédience, rite, courant, nous retrouvons des femmes et des hommes directement confrontés aux doxas anthropophages, aux luttes de pouvoir religieuses, politiques, militaires, pseudo-humanitaires, économiques ou commerciales de tous poils, aux chocs des intérêts singuliers ou partisans.

Des femmes et des hommes riches de l'expérimentation maçonnique, de leurs utopies, capables de se reconnaître hors tambours et trompettes pour, sans trahir les intérêts de leurs mandants, chercher si possible la troisième voie, celle du moindre mal pour les personnes ou populations otages, celle de la dignité, du principe de non-puissance ou encore de la préséance de l'individu sur toute conception par trop abstraite de l'homme ou de son bonheur.

C'est dans ce domaine que, sans publicité, le savoir-faire maçonnique a, de tout temps, permis à ces femmes et ces hommes, à ces initiés et non à la franc-maçonnerie, de faire progresser l'humanité. Par touches insignifiantes ou actes fondateurs. Il leur suffit à chacun, avec la force et la beauté dont ils sont capables, de se faire l'écho de l'action ou du propos de sagesse et d'amour.

S'ils contribuent plus souvent à des évolutions qu'à des révolutions, au progrès des consciences qu'à leur crise, ils opèrent souvent sans concertation, sur simple examen de confiance.

En ces circonstances, il est vrai, ces francs-maçons constituent les réseaux les plus discrets, les plus achevés, voire les

plus efficaces qui soient, sans limites de temps, d'espace ou d'ambition. Tissés à même les coeurs, avec la volonté de se dépasser, de contribuer à la construction du temple de l'humanité, ces réseaux, n'en déplaise aux amateurs de sensations fortes, n'ont évidemment rien à voir, ni avec l'intérêt personnel de leurs membres, ni avec la Plus Grande Gloire de l'Ordre maçonnique...

La franc-maçonnerie, société fraternelle et «résistante»

L'exception peut confirmer la règle.

Quoique les loges et obédiences n'aient pas coutume de s'exprimer au nom de leurs membres, les maçons leur en réservent de plus en plus souvent la possibilité dans des situations d'exception.

Ainsi, la remise en cause de la laïcité ou de droits fondamentaux par l'interprétation pernicieuse qu'en défendraient quelques lobbys religieux ou politiques, fondamentalistes ou extrémistes, dans les cénacles parlementaires ou exécutifs de l'Union européenne notamment, ne peuvent laisser insensibles.

Les attaques méchantes de l'Ordre, par les mêmes, au sein d'une société de plus en plus médiatisée, les obligent, souvent à leur corps défendant, à penser les conditions de nouvelles formes d'expression.

Les grandes mutations qu'entraînent l'érosion des États nations, le métissage des populations, des cultures et la mondialisation constituent autant de catalyseurs.

La récente visite des représentants de quatre obédiences françaises et d'une ibérique au président Barroso pour défendre la place de la laïcité en Europe illustre bien cette tendance.

Il n'est pas interdit de penser que sur les sujets qui touchent à l'avenir de la planète, la cristallisation de l'humanisme maçonnique n'aboutisse un jour à ce que les obédiences reçoivent mandat de s'organiser pour s'exprimer d'une seule voix, celle de la raison, quand tous les autres la perdraient...

La franc-maçonnerie, société fraternelle et tellement... «humaine»

Terminons donc, si vous le voulez bien, comme nous avons commencé: par-dessus l'épaule de Pierre Tempels, cet exemplaire franc-maçon belge du XIX^e siècle dont le propos ne prend pas une ride.

S'adressant à d'éventuels impétrants, il s'exprime en ces termes: «Si, étant médecin ou avocat, industriel ou négociant, fonctionnaire ou employé, vous cherchez des clients ou des protecteurs, vous auriez des mécomptes. Fonctionnaire, vous feriez rire le ministre de votre parti, fût-il maçon; et son successeur vous renverra peut-être. Marchand, vous feriez suspecter votre maçonnerie et votre marchandise. [...] Politicien, ne rêvez pas de vous faire des partisans dans une loge: vous n'y aurez que ceux que vous aviez déjà; vous perdrez peut-être ceux qui vous reprocheront d'y avoir introduit la discorde; votre succès ne sera pas long».

Il faut admettre que la précision du conseil paraît bien fondée sur l'expérience; peut-être celle qui, malheureusement, aujourd'hui encore, se révèle parfois plus utile qu'un conseil.

Henri Bartholomaeusen

Réseaux féminins

Un réel engouement

Tisser la toile...: les femmes y trouvent quelquefois des réponses à leurs interrogations...

Les femmes créent de plus en plus de réseaux en lien avec le monde du travail: réseaux de femmes cadres internes à une entreprise ou inter-entreprise, comme le réseau Felink de l'administration fédérale belge, réseaux d'anciennes étudiantes comme celui des anciennes étudiantes d'Hec-Paris, réseaux d'affaires, notamment de femmes indépendantes, chefs d'entreprise ou en création d'activité comme la FCE [Fédération des femmes chefs d'entreprise] ou le réseau Diane [Union des Classes moyennes-Hainaut], réseaux régionaux comme le réseau Méridienne dans la province de Luxembourg, ou FAR [Femmes actives en réseau] dans la région liégeoise, réseaux professionnels comme le réseau Nehra dédié aux ressources humaines ou Ada, centré sur les femmes ayant des métiers en lien avec les technologies de l'information et de la communication.

Que recherchent ces femmes dans ces réseaux? Quelles sont leurs motivations? On peut distinguer trois scénarios.

- Le réseau relationnel. Un premier groupe de femmes voit ces réseaux comme un lieu pour élargir leur réseau de relations, bénéficier de l'expérience des autres, trouver soutien et support psychologique, casser la solitude. Ces femmes ont, avant tout, des objectifs de type relationnels. Il s'agit «de passer un bon moment ensemble». Ce qui est recherché, c'est la convivialité et la complicité entre femmes.

- Le réseau d'affaires. Un autre groupe de femmes a des attentes plus précises et recherche des avantages plus tangibles, tels que des informations mais aussi de la formation, la possibilité d'élargir sa clientèle, de soutenir sa carrière, de découvrir de nouveaux partenaires d'affaires et de nouvelles opportunités de mobilité professionnelle, de faire connaître leurs produits, services, activités et expertises. Ces femmes sont dans une logique plus «pragmatique», leur participation au réseau tient au fait qu'il est perçu comme pouvant apporter une valeur ajoutée à leur activité professionnelle.

- Le réseau «militant», qui réunit des femmes qui veulent défendre un intérêt commun et revendiquer une plus grande égalité des chances entre les sexes en lien avec la vie professionnelle.

Pourquoi créer et choisir des réseaux féminins? À l'heure de la mixité, dans une société où certains ont l'impression qu'il n'y a plus —ou peu— de différences entre les femmes et les hommes, comment expliquer que des femmes souhaitent se retrouver entre femmes, dans des environnements non mixtes, pour une soirée, un déjeuner, une activité de formation ou d'informations. Une des raisons les plus souvent évoquées est le plaisir de se retrouver et d'échanger avec d'autres femmes qui, de par leur identité de «femmes», vivent des situations similaires et donc peuvent comprendre

les contraintes et contextes qui sont les leurs. On peut ainsi parler de conciliation vie privée-vie professionnelle, du poids des stéréotypes sexués dans les relations avec les clients, les usagers, les collègues et les partenaires d'affaires, de la culpabilité face au temps passé pour la vie professionnelle comparé au temps passé pour la vie familiale. On éprouve aussi le plaisir de pouvoir se retrouver dans un lieu dénué de tentatives de séduction et de rapports de force perçus comme spécifiques aux milieux mixtes ou majoritairement masculins. Les femmes qui sont en position de pouvoir sont souvent isolées dans des environnements majoritairement masculins. Elles recherchent dans ces réseaux des opportunités de pouvoir échanger avec d'autres femmes qui sont dans des positions similaires, sur ce qu'elles vivent, sur les stratégies qu'elles mobilisent, sur leurs réussites, leurs difficultés.

Ces quelques témoignages récoltés lors d'une recherche récente sur les réseaux féminins¹ liés à l'entrepreneuriat féminin illustrent ces choix et préoccupations:

«Prioritairement je recherche les contacts, et en second lieu les trucs et astuces, le fait que ces femmes sont déjà indépendantes depuis longtemps et qu'elles peuvent m'aider à ne pas commettre trop de bêtises. [...] Tous et toutes, on a les mêmes problèmes,...: c'est dans ce sens que le réseau est important, parce que suivant les problèmes que l'une ou l'autre a connus, on en discute et du coup, on sait à quoi faire attention».

«Il y a beaucoup d'avantages, on entretient des relations, on peut développer ses connaissances, il y a beaucoup d'échanges d'informations».

«Je dirais presque que c'est comme un loisir, c'est un loisir très sérieux, mais c'est quand même comme un loisir, c'est-à-dire qu'on s'enrichit de ce qu'on découvre, mais en même temps, on peut enrichir les autres de son expérience. Et en toute convivialité».

Si de plus en plus de femmes s'impliquent dans ces réseaux, d'autres hésitent encore à sauter le pas. Les raisons les plus fréquemment évoquées sont le manque de temps, le manque d'information sur les réseaux existants, la non-perception de l'intérêt d'activer et mobiliser ces réseaux, la peur du ghetto.

Il est difficile de savoir si ces réseaux vont survivre et comment ils vont évoluer mais une chose est sûre, ils sont de plus en plus nombreux et les femmes qui participent à leurs activités y trouvent des choses qui répondent à des besoins exprimés, mais aussi latents.

Des mots clés relient les discours sur ces réseaux: sororité, confiance, complicité, écoute, solidarité, échanges, compréhension, plaisir. L'analogie au réseau est forte, il s'agit de tisser une toile qui nous relie aux autres et qui permet de sortir de son isolement.

Annie Cornet est notamment l'auteure avec Philippe Warland de *La gestion de la diversité des ressources humaines dans les entreprises et organisations*.

¹ Voir le dossier du BIZZ d'avril 2007 qui recense plus de 20 réseaux féminins belges.

² La création d'activités par les femmes: freins et leviers, Sous la direction d'Annie Cornet (2006) avec la collaboration de Christine Delhayé, Christina Constantiniadis, Manal El Abboubi, Anne-Marie Dieu, Caroline Pâques, étudiante, Stéphanie Gerkens, étudiante, Working paper, Hec-ULg, enquête réalisée dans le cadre d'un projet Interreg IIIA W-L-L, intitulé «Mise en réseau d'expériences au niveau des trois régions pour promouvoir l'implémentation de la femme dans la sphère socioprofessionnelle», réseau méridienne, province de Luxembourg. *Les femmes d'affaires: quelle visibilité et invisibilité dans la presse écrite francophone?*, Étude réalisée par Marine Maréchal et Aïcha Si Larbi, sous la responsabilité d'Annie Cornet, professeure, Working paper Hec-ULg, November 06 / N° 200611/11, Projet Diane (financé par FSE-Equal - 14/11/2006)

Annie Cornet
Professeure en études de genre-HEC-ULg

Internet, réseau qui libère, qui enferme

Espace de toutes les libertés, lieu de tous les excès, Internet fait l'objet de spéculations et de fantasmes en tous genres. À travers les questions de l'émergence de vastes réseaux sociaux, de la fracture numérique et de l'individualisation de notre société médiatisée, nous proposons ici une approche contrastée des enjeux sociaux du «réseau des réseaux».

La toile et les réseaux sociaux

Le lieu de toutes les rencontres, du marché global et des réseaux sociaux en tous genres se trouve sur Internet. Bizarrement, l'expression «réseau social» bénéficie d'un succès relativement récent et, lorsqu'elle est associée aux réseaux hypermédias, renvoie à un phénomène circonscrit. Les réseaux sociaux comme «Facebook» procèdent de communautés en ligne réunissant les passionnés de la crème brûlée aux anciens d'une même école secondaire. Que l'on aborde, d'un point de vue technologique ou social, cette façon de médiatiser les relations entre les personnes par les nouvelles technologies, force est de constater que les réseaux sociaux constituent surtout une nouvelle expression à la mode pour désigner des phénomènes à l'œuvre depuis des années¹.

Les chercheurs en sciences sociales, eux, connaissent l'expression depuis plusieurs décennies: bien avant les réseaux de télécommunication, des techniques scientifiques particulières —dont, précisément, celle des «réseaux sociaux»— ont tenté de mesurer l'épaisseur et le nombre de relations sociales entre les membres d'une même société. La réapparition de cette expression dans le chef des enthousiastes du Net n'est pas fortuite. Si elles revêtent une dimension sympathique et socialisante pour leurs utilisateurs, les listes d'amis en ligne suscitent aussi l'intérêt des multinationales qui se disputent les bases de données qu'elles génèrent en vue de les exploiter avec lesdites techniques statistiques. Les forums d'échange d'expériences sur les maladies et bobos en tous genres («Doctissimo»), les annuaires de sites («open directory»), les sites de références (la célèbre encyclopédie «Wikipedia»), les carnets personnels («blogs»), thématiques ou spécialisés, drainent quotidiennement suffisamment de personnes pour que les annonceurs y soient sensibles (penseurs, entre autres, à *America On Line, Google, Microsoft* ou *Yahoo*). Ceux qui vantent la dimension communautaire et participative des réseaux sociaux —comme celle du «Web 2.0»— sont souvent loin de poursuivre des fins caritatives!

Les utilisateurs des plateformes en question ne sont cependant pas dupes. Ainsi, la réflexion sur la dynamique de ces médias s'organise-t-elle en partie de l'intérieur: de nombreux blogs prenant comme objet central de réflexion la «blogosphère» (entendue comme l'espace global des

blogs connectés entre eux). L'intérêt du marché n'est donc pas sournoisement masqué: bien des usagers en sont conscients, y réfléchissent voire, parfois, se mobilisent autour de l'invention d'alternatives. Il est remarquable de constater que cette prise de conscience ne se solde que très rarement par un abandon. Quel que soit leur niveau de réflexivité, un grand nombre d'utilisateurs viennent (et reviennent) à ces plateformes de sociabilité.

Une histoire de libertés

On peut dès lors soulever la question de savoir ce que ces personnes y cherchent (et vraisemblablement y trouvent). En cette matière également, une représentation contrastée du phénomène nous semble plus à même de comprendre ce qui se trame. Selon ses analystes comme ses utilisateurs, Internet offre avant tout un espace de libertés. Il permet l'expression des opinions, l'échange d'avis, avec d'autres personnes éventuellement éloignées de plusieurs milliers de kilomètres.

La liberté est au cœur d'Internet depuis sa création². Le réseau mondial actuel prend en effet sa source dans la volonté de quelques chercheurs américains de mettre en commun les ordinateurs Unix de leurs universités. Cette motivation les amena à définir collectivement une «langue» commune aux différentes machines (les «protocoles» informatiques). Ces pionniers auraient pu en confier la définition à un organe de standardisation centralisé. À la place, dans une logique qui emprunte à celle de la controverse scientifique, ces scientifiques ont publié des dizaines d'appels à commentaires («requests for comments») qui constituent encore aujourd'hui les documents de référence des normes informatiques du réseau. Parallèlement, ce même milieu —traditionnellement plutôt apolitique— élaborait une réflexion sur le moyen d'éviter que les multinationales s'approprient leurs inventions. Issue des pratiques en cours chez les chercheurs, la solution apparue dans les années quatre-vingt consista à déposer les productions informatiques (les «logiciels») dans le domaine public, tout en conservant une mention de la paternité de leur auteur. Cette idée fut consacrée dans la licence publique générale qui assortit aujourd'hui les logiciels libres (comme «Linux», «Open Office» ou

doute oublier que, contrairement aux employés de bureau et aux professions intellectuelles, une grande partie de la population active ne recourt jamais à Internet dans ses activités quotidiennes (penseurs aux plombiers ou aux bouchers).

Émancipation ou isolement?

Contrairement aux médias de pure diffusion (la télévision) ou communication (le téléphone), Internet offre en outre la possibilité, souvent citée par ses usagers comme par ses promoteurs, d'entrer en contact avec des personnes non rencontrées par ailleurs. Les récits de mariage consécutifs à une rencontre sur Internet ne manquent pas. Certains sites (comme «Meetic») se sont d'ailleurs fait une spécialité (et un chiffre d'affaires) de cette activité matrimoniale. On y retrouve également d'anciens compagnons de régiment ou de promotion. Plus généralement, un grand nombre d'usagers échangent leurs avis chaque jour via des forums de discussion ou des messageries instantanées, s'y affrontent, y rencontrent leur *alter ego* ou leur âme sœur... À cette vision optimiste du monde en réseau, s'oppose évidemment la critique de l'éclatement de la société contemporaine en individus dont le niveau de connexion médiatique n'a d'égal que leur isolement. Les effets négatifs, voire pathologiques, existent bel et bien, comme en témoigne le nombre grandissant de personnes dépendantes (à Internet, aux messageries ou aux jeux en ligne)⁴.

Nous pensons pour notre part que la sociabilité en ligne mérite d'être envisagée comme une dimension parmi d'autres de la vie sociale. Comme la sociabilité associative, professionnelle, publique ou confessionnelle, la sociabilité en ligne n'est ni bonne ni mauvaise en elle-même. Elle peut être productive si elle ouvre sur de nouveaux possibles; elle peut être destructrice lorsque l'usager se replie sur lui-même, se cloisonnant alors dans une activité qui le coupe des autres dimensions de la vie en société.

© AFP

La liberté: au cœur d'Internet depuis sa création. Il ne faut pas qu'elle débouche sur le repli sur soi.

«Firefox»). Au niveau juridique, il s'agissait là d'une innovation déterminante puisque la propriété —d'habitude privée— devenait publique³. Cette résistance à l'appropriation par les multinationales témoigne par ailleurs d'une certaine politisation.

Fracture numérique

Ce détourn par une petite histoire de l'informatique illustre bien ce que les usagers d'un tel média y trouvent comme opportunités de liberté et d'ouverture. Les enthousiastes y ont très vite vu une technologie de décloisonnement et d'émancipation de la société. Les sociologues et les philosophes sociaux ont, quant à eux, diagnostiqué que, loin de gommer les inégalités, Internet était susceptible de les entretenir. De fait, le Nord et le Sud n'accèdent pas avec la même facilité au réseau et, au sein d'une même région, les différences d'usages du Net sont très inégalement réparties. Trop souvent, cependant, les analystes en concluent que la «fracture numérique» aggrave la «fracture sociale». Paradoxalement, une telle conclusion critique souscrit au présupposé des enthousiastes selon laquelle Internet permet l'émancipation (et que, par conséquent, les non-connectés pâtiraient de leur situation). C'est sans

Christophe Lejeune
Chercheur en sociologie
Institut des Sciences humaines et sociales (ULg)

3 Mélanie Clément-Fontaine, 2001, «Sur la valeur juridique de la Licence publique générale de GNU», *Multitudes*, n°5, 2001.

4 Olivier Swingedau, «Faut-il débrancher les ados?», *Espace de libertés*, n°363, avril 2008, pp. 27-28.

1 Voir le dossier sur le «Web 2.0», *Politique*, n°54, avril 2008, pp 48-55.

2 Jean-Pierre Cahier, «Web 2.0, le document plus près des métiers», *Archimag*, n°205, juin 2007, pp. 22-25.

Une interview de Marcel Conradt

Un cheval de Troie bénit des dieux

L'Europe est de plus en plus la cible des religions.

Autour du rond-point Schuman, elles sont nombreuses à s'activer. Leur but: influer sur le politique.

Marcel Conradt observe depuis plusieurs années l'action des religions, des associations religieuses et de leurs représentants au sein des trois principales institutions européennes: le Parlement, la Commission et le Conseil. Ce travail d'influence de tous les instants a pour but de mettre les décisions du politique sur un aiguillage où se croisent Dieu(x) et Homme. Il prend essentiellement pour cible les dossiers éthiques (avortement, euthanasie, reproduction assistée, etc.), donc la liberté de conscience de 490 millions de citoyens européens. En face, la laïcité ferait figure de parent pauvre pour différentes raisons. Pour Marcel

Conradt, assistant de la socialiste Véronique De Keyser au sein du Parlement européen, il est grand temps de rétablir l'équilibre.

La présence des sectes et des religions est-elle devenue à ce point importante au Parlement européen qu'elle ait valu qu'on lui consacre un livre?

| **Marcel Conradt:** D'abord, je me vois obligé de dire que le titre de mon livre* n'est plus d'actualité, puisqu'il n'y a plus officiellement de «lobbies religieux», mais des «partenaires». Ainsi en a décidé le 8 mai le Parlement européen. L'amendement numéro 3 qui demandait que l'on reprenne les sectes et les organisations religieuses dans les lobbies a été rejeté par 316 voix contre 177. Et 125 abstentions, dont la plupart des socialistes. Seuls les socialistes belges et six socialistes français l'ont soutenu.

En ce qui concerne la montée en puissance de ce phénomène, il faut remonter au moment où commence la préparation du Traité constitutionnel, en 2002. Toutes les religions sont alors présentes et ont tendance à se manifester. D'une manière d'abord assez discrète, puis avec plus de force lorsque le préambule de la Constitution va être discuté. Les religions sont en fait là depuis le début. Le courant démocrate-chrétien est à la base de la création de l'Europe, il faut s'en souvenir, la plupart des textes fondateurs étant inspirés par celui-ci. Mais il faut reconnaître que les religions ont toujours manœuvré d'une manière très ouverte, avec un jeu clair. Les déclarations des papes successifs depuis la création de la CEE, ou encore le discours que Jean-Paul II est venu faire au Parlement euro-

péen, avaient l'avantage d'être transparents quant à leur volonté de donner une certaine orientation à l'Europe.

D'autres religions, d'autres sectes ont également fait alors entendre leur voix. La Convention qui allait préparer la Constitution fut donc un révélateur?

Il faut en fait remonter à l'initiative de Jacques Delors «Quelle âme pour l'Europe?». Ce fut un geste limité. C'est surtout sous José Manuel Barroso, arrivé à la tête de la Commission en 2004, que toutes les religions vont faire leur apparition au Parlement. Un exemple: il y a un an, chaque eurodéputé a reçu dans sa boîte aux lettres privée une brochure venant de Raël. Ces brochures très luxueuses avaient été déposées non pas par la poste, mais probablement par un membre de la secte. Les anciens articles 51-52 (devenu l'article 15 dans le Traité de Lisbonne) du traité précisent que l'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont les religions bénéficient dans les États nationaux. L'Union n'a ainsi aucune compétence en matière religieuse. Exclus d'un pays, l'Église de scientologie et certains mouvements considérés comme sectaires se retrouvent au sein du Parlement européen avec un pavillon de complaisance.

Vous écrivez que vous êtes partisan d'une laïcité structurelle pour l'Union. À vous entendre, aucun mécanisme n'est en place pour protéger celle-ci.

En effet. Or l'activité des lobbies, car il s'agit bien de lobbies, se reflète dans tous les domaines. La Comece, la Commission des évêques de la Communauté européenne, revendique ainsi une négociation et un contact avec le Haut Représentant Javier Solana. Au nom de la protection des minorités religieuses de par le monde. Étant donné que le futur Haut Représentant sera également amené à défendre la liberté religieuse dans des zones de conflit, les évêques de la Comece proposent que celui-ci établisse un contact régulier avec eux. Ils demandent aussi qu'il en aille de même avec le président Barroso. Le jeu est très clair. Les religions veulent avoir leur mot à dire dans la construction européenne.

Mais sont-elles capables de réorienter la construction européenne au point de l'éloigner fortement de ses bases de départ? Si l'on juge de la polémique sur les racines chrétiennes de l'Europe et de la manière dont elle s'est terminée, on pourrait estimer que les

religions chrétiennes ont perdu la bataille.

Les articles 51-52 sont bien plus graves. J'aurais préféré une référence aux racines chrétiennes ou à quelque chose d'autre que ces articles qui permettent, rendent légaux et obligent pratiquement les contacts entre le président de la Commission et les institutions religieuses, philosophiques ou non confessionnelles.

N'est-ce pas là simplement une saine pratique de la démocratie?

Oui. Mais à partir du moment où le président Barroso oublie dans le même temps d'inviter les organisations laïques ou non confessionnelles, on peut s'en inquiéter. Lorsqu'il convoque les réunions au niveau du Bepa (le Bureau des conseillers de Politique européenne qui assiste notamment le président de la Commission), on constate que l'on n'a plus affaire aux dialogues qui avaient eu lieu sous l'ancien président Prodi où laïques et religieux se rencontraient avec la Commission pour un échange de vues.

Barroso a tout de même participé à un colloque récent de la Fédération humaniste européenne (FHE) que la Commission a également financé. Il y a clairement déclaré qu'il ne recevrait «pas les religieux avec la laïcité, puisque la laïcité n'est pas une religion».

En effet. Mais cela ne suffit pas. Car nous n'avons aucune garantie. Ceci dit, lorsque je vois toutes les réflexions que la Comece produit sur des tas de sujets, je doute de la capacité du monde laïque européen à réagir s'il était pris au mot, à ses propres revendications. Nous ne sommes pas préparés, contrairement aux Églises.

On pourrait vous rétorquer que les laïques font eux aussi du lobbying, que ce soit par la franc-maçonnerie ou par d'autres organisations?

La franc-maçonnerie n'a jamais fait de lobbying au sein des institutions européennes. Nous avons toujours été extrêmement absents de la construction européenne, peut-être en raison de la libre pensée. Plus largement, on peut reprocher aux laïques de ne pas s'investir suffisamment. Nous sommes assis sur nos idéaux, croyant que tout est acquis, que tout est définitif.

Dans votre livre, vous vous inquiétez de voir que la Cour de justice ne restera peut-être pas toujours un rempart contre de telles intrusions. Pourquoi?

Tout peut y être modifié en fonction des nominations. Un État membre pourrait désigner un juge proche de telle ou telle thèse défendue par un lobby religieux. Si les messages qui nous viennent de Pologne ne sont plus aussi sectaires qu'à l'époque des jumeaux Kaczynski, il est évident qu'un pays comme la Slovaquie est un peu

inquiétant parce que l'on y prépare de nouveaux concordats et que Rome négocie avec son gouvernement pour essayer de réorienter certaines politiques nationales, qui ne sont pas de compétences européennes.

Ce sera surtout dans le domaine éthique. Tout ce qui concerne la recherche, les cellules-souches, l'IVG, la fin de vie dans la dignité, etc. Si l'on observe le site Eurofam, on voit que les votes confessionnels sont essentiellement mis en évidence.

D'où l'intérêt d'expliquer aux gens que la partie qui se joue là pourrait influencer leur vie pendant les prochaines décennies?

Peu l'ont compris. Je crois que les laïques, la franc-maçonnerie, etc. sont passés à côté ces derniers temps. Nous étions rassurés par le fait de voir les églises se vider, mais nous ne nous sommes pas rendu compte que les vrais enjeux se passaient ailleurs.

«Nous étions rassurés par le fait de voir les églises se vider, mais nous ne nous sommes pas rendu compte que les vrais enjeux se passaient autre part.»

Quels sont les combats que sectes et religions pourraient gagner dans les prochaines années?

Pour l'anecdote, on apprend dans votre livre que la Vierge Marie a inspiré le drapeau de l'Union européenne.

D'après toutes les recherches que j'ai faites et toutes les explications que j'ai pu retrouver dans les archives de l'UE, c'est ce qui apparaît. C'est assez étonnant.

Propos recueillis par Pascal Martin

* Marcel Conradt, *Le cheval de Troie. Sectes et lobbies religieux à l'assaut de l'Europe*, Éditions du Grand Orient de Belgique, 2008.

La vie rêvée de l'antisémitisme

Réseaux et lobbies juifs, des fantasmes à la vie dure

Depuis près de deux siècles —mais pour certains depuis 2000... et huit ans—, des concepts divers visent systématiquement à péjorer des communautés redoutées afin de les affaiblir. La communauté juive est la première d'entre elles. Une «œuvre au noir» particulièrement difficile à éradiquer.

La diabolisation des «réseaux» et autres «lobbies» est une de ces attitudes qui perdurent, même si elle est condamnée par tout historien, politique ou scientifique digne de ce nom. À la moindre occasion, la tristement célèbre «théorie du complot» recommence à prospérer, telle une tumeur récidiviste. Françoise Ouzan*, maître de conférences à l'Université de Reims et docteur en Histoire de l'Université de Paris I - Sorbonne, examine depuis de longues années la mémoire de la Shoah, à travers l'étude du développement, au niveau mondial, des diverses diasporas. Elle nous aide à faire le point, non sur les lobbies en tant que tels, mais sur la manipulation dont ils font l'objet: «La mise en perspective

“que” des États-Unis, mais ce même fantasme de “toute-puissance juive” est partout ancré sur cet “exemple” d’Outre-Atlantique. À une époque où les Américains juifs connaissent une acceptation et une réussite sociales sans précédent, il existe non seulement encore des sentiments anti-juifs aux États-Unis, mais la résurgence de manifestations anti-juives inquiète les nombreuses organisations et communautés juives américaines, notamment depuis le 11 septembre, qui accouche de cette odieuse rumeur anti-juive créée dans les pays arabes: ils étaient au courant et ne sont pas venus travailler au WTC ce jour-là...»¹.

Les lobbies et groupes de pression juifs existent, évidemment. Et heureusement. Sans eux, Israël, qui fête son 60^e anniversaire, existerait-il encore? De l'American Jewish Committee à l'Anti Defamation League, en passant par le Centre Simon Wiesenthal et l'American Jewish Congress, ils sont là pour prévenir et dénoncer tout stéréotype ou préjugé à connotation antisémite.

L'Université au service de la rumeur

Qu'en est-il des résurgences de ces «théories» des «réseaux tout-puissants et néfastes» et autres «lobbies juifs»? Françoise Ouzan: «Ces stéréotypes ont toujours existé. L'inquiétude actuelle vient du fait que ces élucubrations sont parfois, non seulement soutenues, mais élaborées au sein du monde universitaire. En 2006, le rapport Walt-Mearsheimer a ainsi “fourni” une étude “hautement scientifique” marquée du sceau universitaire, et accusant le lobby pro-israélien, en particulier l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) d'influencer négativement la politique étrangère américaine. C'est cette appartenance universitaire des auteurs qui est évidemment particulièrement inquiétante. Dénoncer l'influence du “lobby pro-israélien” comme nuisant à l'intérêt national traduit une absence de compréhension des intérêts nationaux dans une démocratie pluraliste. Aux États-Unis, tous les lobbies ethniques sont acteurs à part entière de la politique étrangère américaine: le lobby pro-arabe a ainsi été élaboré sur le modèle du lobby pro-israélien, dont il s'efforce de contrebalancer l'influence. Autre facteur d'inquiétude pour le leadership juif américain, les campagnes antisionistes et pro-palestiniennes sur les campus américains, face auxquelles se mettent en place des stratégies pour lutter contre la désinformation. Mais aux nombreuses in-

© AFP

Le 11 septembre 2001 à New York: aux rumeurs nauséabondes a succédé un élan patriotique qui a ressoudé les diverses identités ethniques.

1 Rudolph Giuliani, cité par E. Bonnard, «Après les attentats, la communauté juive américaine dans l'expectative», *L'Arche*, numéro 524-525, nov. 2001, pp. 128-129.

historique permet de combattre les stéréotypes circulant depuis toujours quant à l'influence culturelle, économique et politique réelles “des Juifs”. Ils sont perçus comme très puissants alors qu'ils ne représentent que 2% de la population américaine. Il ne s'agit bien sûr, dans mes études,

certitudes auxquelles les Américains juifs sont confrontés répondent d'extraordinaires forces de renouveau. Et il faut bien s'organiser en quelque chose pour y faire face!».

C'est dans les vieilles casseroles...

On le sait, les termes affligeants de «lobby juif» ou «réseau juif mondial», aujourd'hui si utiles à l'obsession identitaire musulmane, n'ont été «inventés» ni par Ahmadinejad, ni par les islamistes ou autres talibans. La manière dont une certaine sémantique, révisionniste ou non, tente de malmener une communauté très diverse remonte aux origines du christianisme. «Les Juifs» seraient ainsi accusés de dominer et asservir ce que les antisémites appellent «notre modèle» ou encore le «pays réel»: une sorte d'entité honnête, innocente, à la naïveté émouvante et grugée par «l'étranger aux doigts crochus».

Pour Françoise Ouzan, «cette manipulation est loin de constituer l'unique apanage des dépositaires de l'Ordre Nouveau, des Églises les plus réactionnaires tel le messianisme américain, ou encore de l'islamisme le plus vil. Le fantasme du “lobby juif néfaste et éternel” est en effet aussi bien présent dans le monde “progressiste”, même s'il s'y exprime de manière plus honteuse... ou plus dissimulée. Le problème ne réside pas dans la dénonciation des “lobbies”: les réseaux et lobbies grouillent sur notre planète, et beaucoup ont de bonnes raisons d'être, mais dans l'insinuation que “seuls” les réseaux juifs seraient vicieux, dangereux, antidémocratiques, etc, voire même responsables, voire auteurs, d'assassinats ou même de guerres».

Toujours selon Françoise Ouzan, les «réseaux juifs» (on ne parlait pas encore de lobbies) connaissent un regain cyclique de popularité en Europe lors de toutes les périodes de crise. La «théorie» est cautionnée tant par la droite nationaliste —«le Juif apatride, associé au bolchevik sous le sobriquet «judéo-bolchevique», que par la gauche communiste— «le Juif» est accusé de détenir le capital et est donc «coupable» de «capitalisme».

Cette alliance contre nature a-t-elle vraiment disparu aujourd'hui? Selon F. Ouzan, la théorie du *lobby juif démoniaque*, aujourd'hui l'objet d'une mode nouvelle à la popularité certaine, reste davantage ancrée au Moyen-Orient, dans les pays arabes... et avant tout en Iran. Voici quelques années, Galeb Bencheikh avait d'ailleurs évoqué² cette «thèse» du «complot mondial» organisé par les lobbies juifs» comme faisant l'objet d'une véritable émulation parmi les dirigeants de plusieurs pays musulmans. Ce serait à qui tiendrait le discours le plus radical (le plus haineux?) à l'égard de ces faiseurs de misère «internationaux», en citant le plus grand nombre de fois possible dans une même diatribe le terme de «lobby/réseau/juif/international/mondial/éternel...».

Une véritable obsession

Cette obsession est également entretenue, hélas, en Occident, assez étrangement tant par des individus de droite (Raymond Barre il n'y a pas si longtemps, parmi de multiples exemples) que de gauche: Edern-Hallier dans le passé bien sûr, Mitterrand, l'«humoriste» Dieudonné... et surtout un grand nombre de nostalgiques du stalinisme. Récemment, l'Italie, s'est également illustrée avec la publication³ sur Internet d'une «liste noire» de 162 noms de professeurs italiens d'université «juifs ou soutenant Israël», ce qui a suscité l'indignation de la communauté juive de Rome qui a déposé plainte, soutenue par une poignée de responsables politiques et universitaires. Les autres se sont tus dans toutes les langues.

Selon F. Ouzan toujours, la mise a changé avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001. «Les Américains juifs se sont sentis doublement menacés: en tant qu'Américains et en tant que juifs. La rumeur a renforcé ce sentiment de double attaque, lui-même galvanisé par le discours haineux et l'appel au meurtre d'Al Quaida. Les lobbies ont réagi à ces attaques de toutes parts en se renforçant grandement, ce qui est assez logique au fond. Mais les événements du 11 septembre ont aussi ressoudé les diverses identités ethniques, dans un élan patriotique, et accru le sentiment de religiosité propre à l'Amérique». ■

* Françoise Ouzan vient de publier une *Histoire des Américains juifs: de la marge à l'influence*, un essai paru en avril 2008. Mais ses publications universitaires sont nombreuses: surfez (par exemple) sur <http://bcrf.revues.org>

¹ www.c-e-r-f.org/fao
² 3/8/2008, AFP

Olivier Swingedau

Prospérité d'un délire

Pour les sciences humaines, toute structure sociale, économique ou politique repose *toujours* sur un système souvent complexe de réseaux. Ces réseaux ne font pas forcément l'objet d'une dénonciation en tant que tels, mais ils seront attaqués s'ils montrent le moindre signe de faiblesse. Les réseaux laïques n'ont d'ailleurs jamais été épargnés, et les «mécréants» et autres séditions francs-maçons sont là pour en témoigner... À l'ULB, Marcel Liebman enseignait qu'à la fin du XIX^e siècle, des idéologues catholiques s'autoproclament «penseurs de la conspiration». Principalement, des chrétiens constitués en une sorte de proto-extrême-droite: de Bonald, de Maistre, (suivis par Maurras cinquante ans plus tard) qui découvrent «l'intérêt» (!) d'assimiler juifs et francs-maçons en une assez infecte «judéo-maçonnerie»¹. Un premier signe de «réseau» révélé. Le sommet de l'abjection est bien sûr atteint avec les sinistres «Protocoles des Sages de Sion», faux document créé en 1905 par le faussaire antisémite russe Mathieu Golovinski avec pour objectif de «prouver» une prétendue «conspiration contre la chrétienté». cf. www.phdn.org

¹ <http://www.institutliebman.be>

Réseaux de traite des êtres humains

Lutter contre les trafics

Si, en Belgique, la traite des êtres humains —TEH— figure à l'agenda politique depuis une quinzaine d'années, il n'en a pas été de même pour les autres pays européens, sauf en Italie. Cela commence à bouger.

L'Union européenne et le Conseil de l'Europe ont joué un rôle moteur pour amener les États membres à adopter certaines mesures, pour la protection des victimes notamment, et à harmoniser leurs législations. Des progrès considérables ont été faits en Europe en termes de prévention, de coopération judiciaire et policière, de protection des victimes et des témoins de la TEH. Mais il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine car les réseaux criminels tirent pleinement profit de l'absence d'harmonisation entre les différentes lois et politiques européennes mises en place pour lutter contre les trafics d'êtres humains.

Car lorsqu'on parle de «réseaux» en matière de TEH, c'est en premier lieu aux trafiquants criminels d'êtres humains que l'on fait généralement référence. Ces derniers se sont depuis longtemps organisés en structures efficaces, de dimensions variables, mais d'une grande mobilité et garantissant une circulation très rapide de l'information, ce qui leur permet de s'adapter facilement à la modification du profil des victimes, au contexte politique des pays de destination et d'origine des victimes, de même qu'aux avancées législatives dans ces mêmes pays. Les réseaux de trafics d'êtres humains se sont ainsi implantés en Europe à la faveur notamment des disparités existant entre les mesures prises par les États pour les combattre. Au fil des années, ce trafic est ainsi devenu une activité plus rentable et moins risquée que les trafics d'armes ou de drogue —les peines prononcées en la matière sont généralement peu dissuasives—, ce qui explique qu'elle soit en continue augmentation, même si sa nature illégale et clandestine la rend difficilement quantifiable. En 2002, l'ONU estimait que la TEH rapportait entre 5 et 7 milliards de dollars et qu'elle concernait quatre millions de personnes chaque année. L'OSCE quant à elle parlait de profits variant entre 7 et 12 milliards de dollars. Selon Euro-pol, ce sont 500 000 victimes qui auraient été acheminées vers les quinze pays de l'Union européenne...

Les réseaux détournent les règles européennes à leur profit

Il est donc urgent de rétablir la lutte contre la TEH parmi les priorités des agendas politiques —chose qu'elle n'est plus depuis le 11 septembre 2001—, de miser sur le long terme, de ne plus travailler dans l'urgence, mais de rassembler au niveau européen tous les acteurs socioéconomiques sur cet enjeu essentiel de nos démocraties que constitue la lutte contre toutes les formes de TEH.

¹ Cf. *La Belgique en sous-sol*, Frédéric Loore, Éd.Racine, 2007.

Les réseaux criminels de TEH détournent à leur profit les avancées européennes —notamment en matière de liberté de circulation et d'établissement des per-

sonnes— et s'infiltrent jusqu'aux plus hauts niveaux d'États qui sont mal armés contre la corruption de cet ordre¹.

Les gouvernements européens, les organisations internationales et européennes, la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, de même que les ONG, n'ont pas réussi à aligner suffisamment leur action d'une manière transversale cohérente pour aboutir aux réformes institutionnelles attendues. Ceci est plus que probablement dû à la nouveauté et la complexité des problématiques concernées, aux nombreuses opinions divergentes en vigueur dans le grand public par rapport aux manifestations de la traite des êtres humains ainsi qu'à la rigidité des structures administratives chargées d'élaborer les politiques adéquates.

Pourtant les outils législatifs et institutionnels existent, mais ils gagneraient en efficacité si, du terrain aux plus hautes instances européennes, l'information circulait utilement et en temps réel, afin que les politiques de lutte contre les trafics mises en place deviennent réellement pro-actives, des politiques qui se doivent par ailleurs d'accorder la même attention à la protection des victimes qu'à la prévention et la répression de ces trafics.

Mais plus important que les politiques et les structures, il existe en Europe des hommes et des femmes totalement engagés, chacun dans leur domaine d'expertise et à leur niveau, qui agissent avec détermination, pour que cesse cette atteinte intolérable aux Droits humains.

Rassembler et valoriser les ressources

Aujourd'hui, les acteurs de terrain (policiers, magistrats, intervenants sociaux) éprouvent de la frustration face au manque de soutien manifesté par les responsables politiques, et de la démotivation face aux difficultés qu'ils doivent continuellement affronter, avec le sentiment que les efforts fournis sont sans cesse à recommencer.

Rejoignant en cela les recommandations du Groupe d'Experts européens, un réseau multidisciplinaire européen, rassemblant transversalement tous les acteurs en matière de lutte contre la TEH, permettrait une application cohérente des politiques européennes et activerait les initiatives destinées à lutter contre ce phénomène. C'est dans cet esprit que la Fondation Samilia² a pris l'initiative de rassembler fin 2007, à Bruxelles, les personnes clés au niveau européen³, dans le but de réfléchir à la faisabilité de la mise en place d'un tel réseau.

Un réseau «anti-trafic» européen doit prendre appui sur les initiatives des gouvernements pour faciliter la coopération et les échanges entre les États membres, les organisations internationales, les ONG, la Commission européenne et les organisations européennes, essentiellement multidisciplinaire. Il s'attachera en priorité à évaluer objectivement les politiques mises en place dans chaque État. Le manque de données fiables et objectives rend en effet difficiles la mise en place et l'évaluation de politiques efficaces de lutte contre la traite des êtres humains qui se basent sur des éléments comparables.

Ensuite, il s'attachera à mettre en place des structures de coopération multidisciplinaires et transversales. Pour pallier le manque de coordination dans la lutte contre les trafics, il y a un besoin urgent de structures flexibles qui soient à même de répondre aux nouvelles tendances observées. Le réseau multidisciplinaire européen de lutte contre la traite des êtres humains renforcera la coopération et la circulation de l'information à tous les niveaux: du terrain aux instances politiques, pour autant qu'au premier cercle qui le compose

vienennent s'y adjoindre d'autres, de manière à impliquer les différents acteurs qui, de près ou de loin, sont concernés par la lutte contre la TEH (médias, monde de l'entreprise, forces armées...).

À chaque niveau, les responsabilités des différents membres du réseau sont bien délimitées afin d'assurer une circulation efficace de l'information entre le terrain (via les associations), les autorités nationales (via les forces de l'ordre et les parquets) et les instances européennes. L'objectif du réseau n'est pas d'ajouter une structure supplémentaire, mais de combler les lacunes là où c'est nécessaire et jeter des ponts entre les structures existantes. C'est ainsi que la Fondation Samilia a été désignée comme le «moteur» de la plateforme ainsi constituée afin d'accélérer la mise en place du réseau et en assurer le secrétariat.

Un projet de mise en place de réseau multidisciplinaire européen pour renforcer la lutte contre la TEH a été rentré récemment par la Fondation Samilia dans le cadre d'un appel à projet du programme «CRIME» de la Commission européenne. Cet appui de la Commission européenne devra permettre d'activer et stimuler la lutte contre les réseaux criminels de traite des êtres humains au moyen d'un autre réseau qui aura, quant à lui, nécessité bien davantage de temps à s'implanter! ■

Sophie Jekeler
Fondatrice-Directrice de la Fondation Samilia
(www.samiliafoundation.org)

² Mise en place en septembre 2007 par des personnes de référence provenant de cercles socioéconomiques différents pour activer la lutte contre la traite des êtres humains, aux niveaux belge et européen.

³ Parmi lesquels le Président du Groupe d'Experts européens, des magistrats, des représentants d'Europol, Eurojust, Interpol, la Commission européenne, des principales ONG, du CECLR, ainsi que Madame Barroso.

Le rôle du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR)

Depuis 1995, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a été chargé d'une mission spécifique de stimulation, de coordination et de suivi de la politique de lutte contre la traite des êtres humains. Avec la loi du 10 août 2005, cette mission a été étendue au trafic des êtres humains. Un arrêté royal du 16 mai 2004 détaille les missions du Centre.

Ainsi, le Centre élabore un rapport annuel indépendant et public d'évaluation sur l'évolution et les résultats de la lutte contre la traite des êtres humains, qui est remis au gouvernement et au parlement. Ces rapports annuels critiques donnent une impulsion et un soutien important à tous les acteurs de terrain. Le rapport 2007 est paru (www.diversite.be).

Le Centre coordonne par ailleurs la collaboration entre les trois centres d'accueil spécialisés pour les victimes de la traite des êtres humains: Payoke (à Anvers), PAG-ASA (à Bruxelles) et Surya (à Liège). Il organise des réunions de concertation régulières entre les trois centres et, si nécessaire, intervient auprès des autorités compétentes en vue de trouver des solutions aux problèmes rencontrés.

Le Centre a également la capacité d'ester en justice et de se constituer partie civile, en son nom propre et au nom des victimes tant en matière de traite que de trafic d'êtres humains. Ainsi, le Centre peut agir en justice dans des cas d'exploitation dans le domaine de la prostitution, de l'horeca, de la confection, de l'horticulture ou du personnel domestique par exemple, ainsi que dans des cas de réseaux de trafic à grande échelle. Enfin, le Centre assure également le secrétariat de la cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains.

Le modèle finlandais est-il une solution?

Les enquêtes PISA successives font peser de lourds soupçons sur les performances de l'enseignement en Communauté française Wallonie-Bruxelles (CFWB). Coûteux, inéquitable, inefficace sont les qualificatifs les plus répandus sous la plume de ceux qui s'autorisent à penser quelque chose à propos de notre système scolaire. L'essentiel de ces commentaires émane de trois grandes catégories de personnes: les politiques, les journalistes et quelques idéologues liés à l'un ou l'autre groupe déterminé à

le socioconstructisme, l'école unique, l'interdiction du redoublement ou d'autres idées, qui méritent certes l'attention, mais qu'ils ont vite fait de transformer en dogmes.

Les praticiens de terrain, remarquons-le, sont les grands absents de ce débat. C'est surprenant mais ce n'est peut-être pas tout à fait un hasard, nous y reviendrons.

En tout cas, un consensus semble se dégager de ce flot d'encre et de paroles: l'espoir nous viendrait du Nord, des modèles scandinaves, ou, plus

montre un excellent petit document de l'OCDE¹ (par ailleurs responsable de l'organisation des enquêtes PISA), la qualité de l'enseignement finlandais ne doit pas grand-chose au hasard et beaucoup à une réflexion systémique qui intègre de nombreux paramètres. Ceux-ci dépassent largement le cadre étroit du monde scolaire et intègrent le monde économique mais aussi les secteurs culturels et sociaux. C'est ce type de réflexion qui fait défaut en Belgique où, dans le meilleur des cas, on additionne les partenaires sans faire les efforts nécessaires pour harmoniser leurs actions. Chez nous, le modèle scandinave sert de prétexte à quelques réformettes nourries par des vues à court terme et pas à la nécessaire refondation de notre système scolaire pour qu'il atteigne de meilleurs niveaux de performance.

Examinons les raisons d'une réussite qui éclairent les causes de nos échecs.

La gestion décentralisée de l'enseignement

La responsabilité de l'organisation de l'enseignement finlandais repose très largement sur les communes. 416 autorités locales (pas beaucoup moins qu'en CFWB) gèrent l'enseignement [choix des directions, recrutement des enseignants, organisation des synergies avec d'autres services publics locaux]. Toutes choses que nous connaissons avant que la rage décrétale de la CFWB ne s'acharne sur l'autonomie communale depuis une vingtaine d'années. Nous avons échappé de peu à un statut des directeurs qui aurait empêché les communes de choisir leurs chefs d'établissement (alors qu'elles peuvent désigner leur secrétaire communal et tous leurs fonctionnaires!), l'autonomie pédagogique n'est plus qu'une vague référence dans quelques textes légaux et, dans un pur exercice de

jacobinisme scolaire, les ministres successifs voudraient tout régenter. Par le passé, beaucoup de défenseurs de l'enseignement officiel reconnaissaient que les réseaux provinciaux et communaux compattaient parmi les plus performants. Ils rencontraient un certain nombre des critères de bonne gouvernance (une proximité avec le terrain, la stabilité des équipes pédagogiques, etc.). La comparaison avec l'enseignement de la CFWB n'était pas toujours flatteuse pour ce dernier. Mais l'autonomie de l'initiative locale n'est plus à la mode, quitte à ce que tout le monde voyage en 3^e classe au nom d'un égalitarisme qui n'a que peu de rapport avec la véritable égalité des chances².

Du leadership plutôt que de la bureaucratie

La fonction de directeur d'école semble particulièrement valorisée en Finlande. Beaucoup de directions conservent une charge d'enseignement (ce que beaucoup de directions belges aimeraient imiter sans y arriver faute de temps). L'explication est simple: nous y arrivons, dit un directeur, «parce que nous ne sommes pas obligés de répondre à de longues listes d'initiatives gouvernementales venant du sommet»³. Il ajoutait «contrirement à d'autres pays». Je ne sais s'il avait analysé notre modèle où la paperasserie envahit chaque année un peu plus nos écoles⁴.

Le nouveau statut des directeurs aurait pu aller dans la voie du leadership et de la formation à la gestion. Après une grossesse difficile, handicapée par les crispations de tous les acteurs (gouvernement, pouvoirs organisateurs, syndicats, etc.), l'accouchement a produit un texte byzantin dont la mise en œuvre donne la migraine à tous ceux qui doivent s'y atteler et qui n'améliorera strictement rien —et c'est à mes yeux le pire scandale— en matière de formation préalable à l'accès à la fonction. Par rapport à une fonction de plus en plus lourde à exercer et insuffisamment valorisée financièrement, il y avait mieux à faire que de concocter un texte qui est surtout un véritable nid à recours et contestations en tout genre.

L'évaluation est au centre du système finlandais. Balbutiante chez nous quand il s'agit des établissements, elle est carrément taboue quand il est question d'évaluation individuelle des enseignants. Avec l'aide des syndicats, retranchés derrière un statut caricaturalement hyperprotecteur, elle est vécue comme une agression bien plus que comme un outil de perfectionnement.

Si l'on veut, en CFWB, se mesurer à un pays comme la Finlande, il faut mettre ses certitudes en poche et cesser de s'accrocher à de vieilles

Des enseignants de qualité et une profession attractive

Les enseignants finlandais sont tous universitaires. Ils sont payés en conséquence et l'attractivité de la profession est évidente (la profession est respectée et les conditions de travail sont bonnes). Quelle est la réalité chez nous? La formation initiale reste scindée entre université et enseignement supérieur de type court. Dans ce dernier secteur, la situation est grave, même si des alliances objectives se forment pour nier l'évidence. L'absence de sélection à l'entrée des anciennes écoles normales a entraîné une évidente baisse de niveau parmi les candidats instituteurs et régents⁵.

En 2004, 34% des étudiants inscrits venaient de l'enseignement professionnel, 30% du technique et 22% du général. Ces chiffres, sur lesquels

régne un silence prudent, expliquent les CV truffés de fautes d'orthographe que nous recevons régulièrement. À ce problème s'ajoute la pénurie. Patente dans certaines catégories comme les langues ou les branches scientifiques, elle connaît des variations régionales pour les instituteurs primaires. On répliquera que plein de gens *font de leur mieux*. Certes, mais quel système efficace peut espérer fonctionner seulement grâce à la bonne volonté?

Je pourrais poursuivre la démonstration, évoquer la question du redoublement, tant critiqué et qui n'existe pas en Finlande. Mais on ne dit pas trop que les moyens consacrés à la remédiation sont particulièrement importants et que si tous les élèves vont, sans encombre, jusqu'à la fin de l'enseignement fondamental (à 15 ans), tous n'accèdent pas automatiquement au secondaire supérieur général.

L'évaluation est au centre du système finlandais. Balbutiante chez nous quand il s'agit des établissements, elle est carrément taboue quand il est question d'évaluation individuelle des enseignants. Avec l'aide des syndicats, retranchés derrière un statut caricaturalement hyperprotecteur, elle est vécue comme une agression bien plus que comme un outil de perfectionnement.

Si l'on veut, en CFWB, se mesurer à un pays comme la Finlande, il faut mettre ses certitudes en poche et cesser de s'accrocher à de vieilles

¹ Hargreaves, A. *School leadership for systemic improvement in Finland – A case study report for the OECD activity Improving school leadership*, 2007.

défendre des intérêts catégoriels. Les politiques veulent des résultats (ah, être le ministre qui nous ferait gagner quelques points dans le classement, quelle ambition!). Les journalistes sont rarement des spécialistes pointus du secteur et se contentent donc de répéter des clichés simplistes ou de relayer les ambitions des politiques. Ceux que je qualifie d'«idéologues» se veulent les détenteurs de la vérité pédagogique, que celle-ci passe par

précisément, du modèle finlandais. Et c'est sans doute là que l'escroquerie intellectuelle commence.

Qu'on me comprenne bien, je n'entends nullement contester le modèle finlandais dont l'efficacité est irréfutable. Je voudrais simplement montrer que l'on ne peut pas s'extasier devant un modèle d'organisation et prendre, quasi systématiquement, le contre-pied de celui-ci. Comme le

lunes idéologiques. Parmi les chantiers à ouvrir: la rigidité des statuts, la responsabilisation des autorités locales, la valorisation de la profession enseignante en contrepartie de réelles exigences de compétence. On n'évitera pas non plus la discussion sur le financement de l'enseignement, plombé par l'incapacité de la Communauté française de se donner les moyens de sa politique. Et, enfin,

2 J'ai pu, en 2004, coordonner l'élaboration du Livre blanc de l'enseignement communal schaerbeekois qui avait pour première ambition de démontrer l'enjeu que représente un réseau communal d'enseignement pour l'ensemble de la communauté locale. Le Bourgmestre avait fort opportunément qualifié ce document de volet enseignement du Plan communal de développement.

3 Doc. cit., p.21.

4 Une école reçoit plus de 200 circulaires par an. Certaines font 2 ou 3 pages mais d'autres 100 ou 200, est-ce bien nécessaire?

5 AESI (agrégés de l'enseignement secondaire inférieur).

Claude Wachtelaer
Inspecteur-coordonnateur pédagogique,
Schaerbeek

L'entretien de Jean Sloover avec Corinne Gobin

Les belligérances imperceptibles

Les conflits sociaux sont au cœur de la démocratie. Dans quel régime vivons-nous quand ils y font désordre?

«Mes amis, au secours! Une femme vient de mourir gelée!» Lorsqu'en 1954, l'Abbé Pierre lance son appel pour attirer l'attention sur le sort des habitants des taudis, sans doute a-t-il déjà compris que le monde social semble ne plus poser question qu'à partir du moment où il est rendu visible sur un mode spectaculaire. Pourtant, à l'époque, les «damnés de la terre» ont encore de puissants porte-parole: le temps n'était pas encore venu où, comme aujourd'hui, ceux qui parlent le monde véhiculent une représentation de la société qui fait l'impassé sur le sort des populations qui restent au bord du chemin. Ces censures n'ont rien d'innocent: malgré la profusion d'informations, l'opinion, désormais dépourvue de cadre d'analyse, ne dispose plus de la capacité de les associer pour donner sens à ce qui est à l'œuvre. La société ainsi devenue illisible, un décalage profond s'installe entre le vécu des gens et la manière dont ses locuteurs en titre reflètent la société. On sait les conséquences électORALES de cet hiatus... Lutter contre l'extrémisme passe donc par une mise au clair des dégâts collatéraux de la nouvelle économie. C'est ce que, inspiré par la démarche de Pierre Bourdieu dans *La misère du monde*¹ et celle de Walker Evans et James Agee, les deux reporters américains qui ont témoigné du sort des métayers de l'Alabama en 1929 dans *Louons maintenant les grands hommes*², une poignée de sociologues et de journalistes français ont tenté dans un livre hors normes³. Mais retrouver la lucidité, comme dirait José Saramago, passe aussi par la redécouverte de ce qui a toujours fleuri sur le terreau des inégalités: le conflit social. Bien oublié lui aussi, il fut néanmoins au cœur du récent Congrès de l'Association belge de Science politique de la Communauté française. Corinne Gobin, Maître de recherche au FNRS-ULB et Vice-présidente de l'ABSP-CF,

s'est intéressée aux raisons et aux modalités du voile pudique jeté par la «Révolution conservatrice» sur les luttes, de nos jours, toujours recommencées pour l'égalisation des conditions...

Corinne Gobin, l'ABSP a récemment tenu son 4^e Congrès à Louvain-la-Neuve sur le thème «Science politique et actualité: l'actualité de la science politique». Pourquoi cet intitulé?

Corinne Gobin: Les politologues sont de plus en plus souvent sollicités par les médias pour commenter l'actualité «à chaud», tout en étant strictement contraints par les normes du système médiatique où tout doit être dit en quelques minutes, alors que les sciences politiques reposent sur un travail de contextualisation historique de l'événement. Il était dès lors essentiel de mettre cette question en débat au sein de la profession.

La thématique abordée au Congrès y a été déclinée en une dizaine d'ateliers. Avec deux de vos collègues, vous avez dirigé l'atelier consacré aux «conflits redistributifs et égalitaires»⁴. Quelle réalité sociale cette notion recouvre-t-elle?

Il s'agit de l'ensemble des conflits collectifs dont la dynamique majeure consiste, consciemment ou inconsciemment, à tenter de parfaire la démocratie, à faire en sorte que les idéaux d'égalité dans la liberté et de liberté dans l'égalité demeurent le référent universel central dans le processus permanent de transformation de la société.

Les cacahuètes identitaires

Pour préparer ce travail en atelier, vous avez animé pendant de nom-

breux mois un groupe de réflexion sur le thème des «questions sociales». Dans ce contexte, vous vous êtes intéressée au fait de savoir si cette réalité sociale telle que vous la décrivez est devenue un objet invisible pour l'actualité. De quelle «actualité» s'agit-il?

Par «actualité» nous désirions insister ici sur le fait que l'imaginaire collectif dans lequel nous baignons est produit quotidiennement par les grands appareils institutionnels qui possèdent une légitimité forte dans la production et la diffusion d'une «parole consacrée». L'«actualité» est ainsi une perception du monde qui se veut universelle, unique, non problématique et qui est co-construite par le pouvoir politique au sens très large et les médias. Mais aussi par le monde académique, les intellectuels universitaires disposant d'un pouvoir non négligeable pour consacrer ou discréditer telle ou telle orientation politique adoptée par les pouvoirs. À côté de ces trois sources de notre vision commune du monde, il y a bien sûr un quatrième pouvoir, le plus déterminant mais le moins visible, à savoir celui détenu par les actionnaires et les énormes ressources humaines, financières et institutionnelles dont ils disposent.

Cette «actualité» masquerait donc l'existence de conflits redistributifs et égalitaires: l'ouvrage qui synthétise les travaux de votre groupe de réflexion s'intitule de manière révélatrice *Le conflit social étudié!* La lecture dominante sur la société que véhicule le discours politique, scientifique et médiatique chasse-t-elle pour autant entièrement la dynamique du conflit social?

L'accent est déplacé. On ne va plus «voir» les conflits collectifs qui réclament un meilleur partage des pouvoirs et des richesses: les seuls conflits qui possèderaient aujourd'hui de la légitimité sont ceux qui se font au nom d'une identité: locale, régionale, linguistique, religieuse, «ethnique», sexuelle... Bref, tout sauf politique. Ce déplacement d'accent permet l'émergence de corps sociaux fragmentés, fiers de recevoir leurs «discriminations positives» et de s'emprisonner eux-mêmes dans leur «identité», alors que s'effiloche l'imaginaire universalisant de peuples souverains qui n'ont rien à faire de «cacahuètes identitaires» mais

qui entendent participer directement à la production du contenu du bien commun et de la société humaine.

Quelle est la grille de lecture qui est alors aujourd'hui mobilisée pour rendre compte des inégalités sociales?

Les inégalités sociales ne sont aucunement vues comme les conséquences des politiques menées par toutes les grandes composantes de la classe politique en Europe depuis maintenant plus de trente ans, alors que bloquer les salaires, «traficoter» les index produit nécessairement des effets de paupérisation! Non, les inégalités sociales sont désormais présentées comme découlant de la responsabilité de chaque individu, lequel n'est jamais comme il faudrait: pas assez formé, pas assez flexible, pas assez mobile...

La doctrine économique dominante, complètement phagocytée par le libéralisme économique, a ainsi abouti à une déshumanisation complète en nous transformant en objets —«facteurs de production» ou «capital humain»—, alors que le rapport au travail est un rapport collectif, un fait social comme tout sociologue le sait depuis Durkheim!

De la délibération au consensus

Les pouvoirs politiques, dites-vous, bloquent désormais le conflit de société: que ce soit au nom de l'urgence, de la nécessité ou du respect des contraintes économiques, une vaste entreprise de réforme est en route en dépit d'un débat politique quasiment atone. Quelle réforme?

Elle concerne tous les dispositifs qui, en un siècle et demi, nous avaient peu à peu permis de matérialiser collectivement la démocratie par des institutions extraordinaires comme la Sécurité sociale, l'impôt direct progressif, les services publics, etc. Ces institutions étaient en fait des machines économiques, ultramodernes dans l'esprit, conçues dans le but d'organiser un flux permanent entre les revenus des gens et les droits démocratiques à matérialiser, sans avoir recours au circuit de l'accumulation financière. Nous étions, sans le savoir, en train de faire, dans les années 1970, la preuve collective qu'il est possible d'inventer, via l'État social,

des institutions capables de socialiser les richesses tout en nous libérant du pouvoir féodal de l'actionnariat. Cette réforme est donc une contre-réforme: sur le plan des mentalités, nous reversons plus d'un siècle et demi en arrière, vers 1860-1880, période où le système économique produit de la pauvreté car c'est alors l'écart grandissant entre les riches et les pauvres qui est le moteur de l'activité économique.

Quel rôle joue, dans cette contre-réforme, le mode de gouvernement que l'on appelle aujourd'hui «gouvernance»? De quoi, au juste, s'agit-il?

De déconstruire tous les processus et symboles qui, depuis Montesquieu, faisaient de la souveraineté du peuple la source de la légitimité du pouvoir politique. Cette vision signifiait qu'il faille reconnaître le peuple comme porteur d'une double citoyenneté politique: citoyen comme source du pouvoir politique, mais aussi comme source de la production de la richesse collective par le travail. La gouvernance neutralise ce dispositif institutionnel en donnant, en amont des appareils démocratiques de délibération collective, la primauté à une technocratie toute-puissante, composée d'experts proches des pouvoirs patronaux et dont ils imposent la vision du monde. Présentée comme la seule possible —car découlant précisément du savoir supérieur des experts—, elle postule, cette vision, une nouvelle dynamique des relations politiques où la délibération permanente est remplacée par le consensus.

Dès lors, la gouvernance expulse les conflits sociopolitiques porteurs d'une exigence démocratique de transformation de la société. Pire, s'entêter à ne pas reconnaître l'excellence de l'expertise relèverait désormais soit de la bêtise —les peuples sont d'ailleurs de plus en plus considérés comme des idiots incapables de voter «correctement»—, soit de la déviance politique, sinon du «terrorisme». Bref, la gouvernance vide de sa substance l'extraordinaire conquête par les masses du suffrage universel...

La religion économique

Vouloir, comme vous le faites, réintroduire le devoir de controverse dans des disciplines comme la science politique, n'est-ce pas faire

bon marché de l'idéal d'impartialité qui devrait animer leurs chercheurs?

J'ai eu la chance d'être formée à travers cette excellente philosophie scientifique qu'est la libre pensée. Elle permet de voir que la science est nécessairement un engagement permanent contre toute forme d'obscurantisme. La science unit toutes ses disciplines à travers sa volonté d'œuvrer pour renforcer les marges de liberté du collectif humain; pour que plus jamais l'on ne soit démunie et tremblante devant l'orage qui gronde, pour que la compréhension des phénomènes de toutes sortes, naturels mais aussi politiques et sociaux, deviennent des ressources au service du bien commun. Et nécessairement, cela passe par la controverse. Aujourd'hui, le devoir scientifique est d'attirer l'attention sur l'entreprise d'une économie —et du système politique de gouvernance qui l'accompagne— qui se déploie comme une religion, bloquant la possibilité d'une pensée libre et rationnelle. «Impartialité et science» sont incompatibles: la science c'est justement prendre constamment parti en développant la connaissance contre toutes les formes de la censure.

Peut-on dire en finale que l'escamotage du conflit, du conflit social en particulier, auquel nous assisterions menace les fondements démocratiques de nos sociétés?

La démocratie, c'est nécessairement l'acceptation sage que le pluralisme de visions très distinctes du monde est un élément structurel et indépassable de la société humaine. Dès lors, l'activité démocratique centrale est de permettre à tous de délibérer collectivement pour établir des institutions, des droits et des lois qui reposent sur un équilibre nécessairement temporaire. Mais remettre ainsi régulièrement tout à plat est évidemment une calamité pour ceux qui cherchent à se constituer des privilégiés et des patrimoines au-dessus du niveau et du mode de vie moyens. C'est pourquoi, oui, la raison de la contre-réforme actuelle est de s'éloigner des sociétés démocratiques où, par la délibération collective et le conflit, s'opère une socialisation des ressources aux antipodes de l'entreprise de privatisation actuelle.

| Corinne Gobin

Flandre

Politique, métaphores et démocratie

Les neuf mois qui ont émaillé la vie politique belge, qualifiés par certains de mois de crise, peuvent également être vus comme le triomphe, des deux côtés de la frontière linguistique, des métaphores et des boutades en tout genre.

Cette manière de s'exprimer devant les caméras ou au micro, que nos homologues français regroupent sous l'expression «des petites phrases», mérite une étude approfondie quant à son influence et ses conséquences sur la vie politique et partant sur l'exercice de la démocratie et de la citoyenneté.

La métaphore, cette figure de rhétorique et par extension procédé de langage qui consiste dans un transfert de sens qui repose sur une comparaison, est une «manière imagée d'expliquer une chose, de rendre un message compréhensible ou de présenter sous un beau jour une intention»¹.

Cette figure de style a été fréquemment usitée ces derniers mois pour clarifier des positions (communautaires). Ainsi, le poisson ou le steak cuit à la poêle ne doit pas être minuscule et le premier volet de la réforme de l'État a été réduit à des zakouskis.

Dans son manifeste citoyen lancé il y a quelques années déjà, Guy Verhofstadt, pour sa part, exhortait les hommes politiques à sortir des tranchées et à cesser l'idéologie de la confrontation car les mots sont des épées.

Les métaphores sont importantes dans la rhétorique politique. Elles ont le mérite de simplifier les problèmes complexes. Une bonne métaphore est parfois plus percutante qu'un long discours.

Mais les métaphores peuvent également vivre leur propre vie et permettre à leurs utilisateurs de s'abriter derrière elles pour masquer le fond de leur pensée. Les métaphores culinaires du président de la N-VA évo-

quentes ci-dessus illustrent à merveille cette position. Et au lieu de débattre sur le fond, chacun y ajoute son grain de sel.

Les métaphores se muent ainsi en faux mouvements dans le jeu stratégique que sont l'attaque et la riposte, comme un simulacre de débat. Ce mode de raisonnement cadre parfaitement avec le mode de fonctionnement de nos médias² où tout doit aller vite, où les longs développements et l'argumentation doivent céder la place à la petite phrase assassine.

L'objectif n'est plus d'avoir raison ou d'obtenir gain de cause. Ce qui importe, c'est l'image que l'on donne à voir. Quiconque a une perception négative est d'office voué aux gémonies. Et il n'est pas exclu de se demander si nos hommes politiques n'ont pas été plus préoccupés par la recherche de ce Graal qu'est la perception que par la conclusion d'un accord.

Le contenu se voit ainsi remplacé par la présentation. Les déclarations peuvent être déguisées en boutades, et les métaphores remplacent les arguments.

Mais les métaphores peuvent également vivre leur propre vie et permettre à leurs utilisateurs de s'abriter derrière elles pour masquer le fond de leur pensée. Les métaphores culinaires du président de la N-VA évo-

quentes, «les partis historiques ont choisi comme antidote de lutter contre les populistes avec leurs armes»³, tant sur le fond que sur la forme, comme en témoigne ce foisonnement de procédés.

Ces pratiques populistes «risquent d'aboutir à une démocratie moins délibérative, à des citoyens encombrés par le spectacle symbolique de la politique, mais incapables de juger ses leaders et le bien-fondé de leurs politiques»⁴. Le passage en quelque sorte d'une démocratie représentative à une démocratie d'opinion. Cette évolution nourrirait elle-même, dans une spirale sans fin, une radicalisation des esprits et une aversion croissante pour la chose politique.

Les formes, les rites et les lieux du débat démocratique sont de plus en plus soumis à ces règles de narration: «les machines à raconter permettent désormais de régler les transformations médiatiques, économiques, financières, politiques ou militaires en prise directe avec les individus qui en sont l'objet»⁵.

Olivier Starquit

La guerre de 40-45 vue par les «baby-boomers»

De la drôle de guerre au drôle de fascisme

Si l'idée qu'il existe une «pensée 68» peut faire problème¹, peu de gens contesteront la notion de «génération 68» pour désigner un certain rapport à l'histoire engendré par les conséquences idéologiques et psychologiques de la Deuxième Guerre mondiale. Une singularité unit les enfants d'après-guerre qui n'ont pas connu directement les événements qui se sont déroulés entre 39 et 45: par-delà les différentes formes de «complexes» (d'infériorité ou de supériorité) dont se nourrissent les relations avec les aînés, un besoin de faire toute la clarté a dominé généralement les «baby-boomers» et leurs successeurs immédiats. En théorie, toute espèce de tabou devait être levée. Au risque de se muer en procureurs et d'oublier leur propre humilité faillible, susceptible de céder, comme la précédente, à la tentation du totalitarisme, les représentants de la «génération 68» ont mis les pieds dans le plat. Il n'est sans doute plus possible de faire de l'histoire comme avant, sans aller jusqu'au bout des interrogations, sans mettre en question ses propres méthodes ou son propre statut de chercheur lié à un espace et à un temps donnés.

Dans notre pays, la quête de la vérité a pu être sinon mise à mal, du moins fortement infléchie par l'esprit de compromis né de la résolution de la Question royale et par l'excès de prudence manifesté par les universités concernant l'histoire contemporaine. C'est ce que constatent Paul Aron et José Gotovitch au seuil de l'excitant *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique* dont ils ont assumé la direction². À considérer ce travail complexe, la variété de ses entrées et de ses points de vue (factuel, sociologique ou littéraire; flamand ou francophone), on se réjouira que l'audace des chercheurs ait eu raison finalement de la frilosité ambiante. Beaucoup de thématiques sont abordées ici, classiques ou moins classiques. Un article sur les «amours de guerre» voisine avec un autre intitulé «antisémitisme et xénophobie». Ré-

sument interdisciplinaire, le dictionnaire devrait rendre des services à une foule de chercheurs dont la curiosité sera sans cesse titillée.

J'ai déjà dit ailleurs tout l'intérêt que l'on pouvait prendre aux ouvertures qui se manifestent dans l'ouvrage. L'entrée consacrée aux intellectuels a trait partiellement aux origines psychosociales de la collaboration. Dans la décision de servir l'Occupant ont joué des motivations diverses, orientation sexuelle ou situation de déclassé, indiquées par les auteurs du dictionnaire, lesquels évitent l'écueil du réductionnisme qui est le défaut majeur du dernier livre de Jonathan Littell, chaleureusement distingué à Paris en 2006 pour son roman *Les Bienveillantes*.

Avec son petit essai, *Le sec et l'humide*³,

Littell fait à nouveau parler de lui en France et surtout en Belgique où l'on se sent très concerné par le personnage dont il analyse la «pensée», Léon Degrelle. Le chef du parti rexiste, engagé dans la légion wallonne antibolchévique au sein de la Wehrmacht, a raconté son expérience dans *La campagne de Russie* qui se signale par ses ambitions apologéti-

ques, apocalyptiques et littéraires. La méthode adoptée par Littell consiste à appliquer assez lourdement une grille psychanalytique (celle de Klaus Theweleit, auteur de *Männerphantasien*, jamais traduit en français) au livre de souvenirs commis par le leader fasciste.

1 Cette problématique vient d'être abordée par Serge Audier dans *La pensée anti-68* (La Découverte). Nous en avons rendu compte dans *Espace de Libertés*, Mai 2008, n° 364.

2 Paul Aron et José Gotovitch (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, André Versaille éditeur, 530 p., 29,90 euros.

3 Jonathan Littell, *Le sec et l'humide. Une brève incursion en territoire fasciste*, postface de Klaus Theweleit, L'arbalète Gallimard, 145 p., 15,50 euros.

Michel Grodent

Le Pacte scolaire, 50 ans après

Éduquer revient sur l'histoire du Pacte scolaire:

- Le contexte qui a précédé la guerre scolaire, par Pol Defosse;
- Le Pacte scolaire et ses conséquences, par Patrick Hullebroeck;
- La position de la Ligue de l'Enseignement à l'époque, par René Robbrecht;
- Deux regards sur le Pacte scolaire et les 50 années d'enseignement qui ont suivi, par Anne Van Haecht (ULB) et par Pierre Blaise (CRISP).

Disponible au prix de 2,5 €

Version PDF gratuite à l'adresse www.ligue-enseignement.be.

Éduquer est la publication de la Ligue de l'Enseignement et de l'éducation permanente, asbl - 02 512 97 81.

1 Jos Geysels, «een kaakslag voor de vette vis», *De Morgen*, 15/03/2008.

2 Voir le dossier «Journaliste, un métier à réinventer», *Espace de Libertés*, n°362, mars 2008.

3 Jean Sloover «Ordre nouveau: entretien avec Guy Hermet», *Espace de Libertés*, n°362, mars 2008, p.15.

4 John Anthony Maltese, *Spin Control*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1994, p. 238-39.

5 Christian Salmon, *Storytelling, la machine à raconter des histoires et à former les esprits*, La Découverte, Paris, 2007, p. 211.

Liban: une interview de Nahla Chahal*

Vers un nouveau pacte national?

Nahla Chahal est une politologue libanaise résidant à Paris où elle travaille comme chercheuse auprès du CNRS après avoir enseigné à l'Université libanaise de Beyrouth. Outre ses analyses politiques sur la situation au Liban et au Moyen-Orient, Nahla Shahal écrit régulièrement des chroniques dans le quotidien arabe de qualité *Al Hayat*.

Assiste-t-on aujourd'hui au Liban à une guerre entre les sunnites et les chiites, à l'instar de ce qu'a déclaré récemment Saad Hariri, le chef de file de la majorité libanaise pro-occidentale?

■ **Nahla Chahal:** Il y a effectivement une atmosphère de tension extrême liée à ce qui se passe en Irak. Ce clivage sunnites-chiites existe donc même si je pense qu'il ne résiste pas à une analyse approfondie. Je considère en effet que ce clivage est davantage le symptôme de la crise plus que la crise elle-même. Une crise beaucoup plus profonde liée à l'absence de perspective politique, au fait que cette région a été complètement ébranlée par l'occupation américaine de l'Irak et donc qu'elle a un peu perdu ses repères. Le clivage existe donc, mais il a ensuite été construit sur la phobie d'une soi-disant hégémonie chiite que l'Iran envisagerait de créer sous la forme d'un «croissant chiite» partant d'Iran, passant par l'Irak et la Syrie et aboutissant au Liban. Un renforcement dans l'imaginaire de cette tension est aussi le fait essentiellement des Américains ainsi que des régimes arabes (Jordanie, Arabie saoudite) qui agitent cette peur de l'hégémonie iranienne. Cette thèse s'appuie par ailleurs sur le caractère prétendument pro-chiite du régime syrien du fait de son identité alaouite, ce qui est historiquement

et idéologiquement faux, même s'il est vrai que politiquement la Syrie est très proche de l'Iran.

Les événements de ce début du mois de mai à Beyrouth et au Liban traduisent-ils la volonté pour le Hezbollah, au-delà des intérêts de la communauté chiite, d'investir l'appareil d'État libanais? Certains ont ainsi été jusqu'à parler d'une tentative de coup d'État par le Hezbollah ...

Non, en réalité le Hezbollah a été placé face à une situation insoluble. D'un côté, tout le monde sait que le

moniques. Mais, s'il ne bouge pas, ses adversaires vont alors continuer sans crainte à lui infliger des petits coups, comme cela s'est produit jusqu'à maintenant, en comptant sur le fait que n'importe quelle réaction du Hezbollah apparaîtra forcément comme hégémonique. Quand les ministres représentant le Hezbollah, le mouvement Amal et le général Aoun ont démissionné en janvier 2007, ils espéraient que cette démission perturberait ce qui est la loi politique au Liban, c'est-à-dire le consensus. Ils voulaient ainsi pousser l'autre partie à discuter autour d'un nouveau consensus.

cette période au Conseil de sécurité des Nations Unies. En neutralisant l'action politique initiale de protestation du Hezbollah (démission des ministres, sit-in de protestation, ajournement systématique de l'élection présidentielle) et de ses alliés, ils ont réussi à rendre cette action inutile et infructueuse politiquement. Le Hezbollah, et ses alliés, se trouvaient alors dans une situation insupportable. J'ai ainsi pu suivre personnellement les discussions au sein de cette coalition. Il y avait des tendances, en particulier chez les partisans du président de la République (sortant) Émile Lahoud, et surtout de l'ex-général Aoun, qui proposaient d'investir par un coup de force le palais gouvernemental pour laver cet affront. Pourtant, le Hezbollah s'est alors opposé à ses alliés, proposant plutôt le principe d'une action civile pour arriver à obtenir une négociation au nom du fait que le pouvoir au Liban ne peut être accaparé par une seule partie. La majorité a tenté par ailleurs de contrebalancer la force organisationnelle et armée du Hezbollah en jouant de ses relations internationales, en particulier avec les États-Unis, l'Arabie saoudite et également la France. Cette situation poussait le Hezbollah au désespoir.

En lançant des combats également dans le Chouf contre les Druzes, et en retournant ses armes contre les Libanais, ce qu'il avait promis de ne jamais faire, le Hezbollah n'a-t-il tout de même pas commis une erreur?

Bien sûr. Mais, il a été poussé à montrer sa force à cause de l'insensibilité de l'autre partie vis-à-vis de ses actes de pressions qui n'étaient pourtant pas négligeables. Voyant que pendant un an et demi son attitude intransigeante n'a pas suscité de réaction du Hezbollah, si ce n'est quelques sorties de son leader Hassan Nasrallah, la majorité a décidé d'aller plus loin et a commis l'erreur de vouloir interdire le réseau de communication du Hezbollah qui existait pourtant depuis 1984. Ce réseau téléphonique terrestre du Hezbollah fait partie des «armes» du Hezbollah. Sans celui-ci, le Hezbollah n'aurait pas pu résister aussi efficacement

à l'armée israélienne au cours de l'été 2006. Ensuite, c'est l'argument de la caméra du Hezbollah placé à l'aéroport de Beyrouth – situé dans la banlieue sud à majorité chiite qui a été avancé. Il faut savoir qu'au Liban, chaque chose, jusqu'à la nomination d'un instituteur de village, répond à un équilibre communautaire basé sur des quotas précis. Il était donc clair que ce réseau de télécommunication, cette caméra ainsi que la fonction de Walid Choucair, officier chargé de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth qui a été destitué par le gouvernement parce que jugé trop proche du Hezbollah, faisaient partie du quota du Hezbollah.

Les clivages communautaires au Liban sont-ils aussi figés qu'il y paraît?

Non. La réalité est plus subtile. Certes la majorité des sunnites libanais se rangent du côté de Saad Hariri et du Premier ministre Fouad Siniora, mais il ne faut pas négliger le cas de la ville de Saïda ou celui de Tripoli, où des notables sunnites (Bzizi, Saad, Karamé) sont opposés à la majorité gouvernementale pro-occidentale dont le sunnite Saad Hariri est le chef de file. Idem pour les chrétiens, partagés entre majorité et opposition, mais dont la représentation est désormais très atomisée entre Aoun, membre actif de l'opposition, et Samir Geagea des Forces libanaises, qui tentent actuellement de récupérer une forme de leadership parmi les chrétiens libanais en tant que principaux adversaires de l'opposition. Sans oublier les Phalanges chrétiennes, le parti, certes très minoritaire, de l'ancien président Amine Gemayel. En dehors de Beyrouth, il y a encore côté chrétien Souleyman Frangé, originaire de la région du nord, importante démographiquement pour le poids chrétien. Face à cette personnalité membre de l'opposition, on trouve Nayla Mouawad, ministre-députée de la majorité et adverse de Frangé. Ils sont tous les deux originaires de Zgharta, la région maronite du nord du Liban.

Comment analyser l'alliance qui peut sembler étrange et contre nature entre les partisans de

l'ex-général chrétien Aoun et le Hezbollah, parti qualifié d'extrémiste chiite pro-iranien?

Pourquoi est-ce si étrange?! Le Liban est né en 1943 d'une alliance sunnite-maronite représentée par le sunnite Riyad Solh et le chrétien maronite Bachar Al Khoury, tous deux des notables. Soixante plus tard, et c'est bien normal, les représentations ont changé. La représentativité dynamique de la partie musulmane est maintenant partagée entre la montée de la communauté chiite avec le Hezbollah ainsi que la représentation traditionnelle sunnite, mais renouvelée, incarnée essentiellement par la famille Hariri. D'un autre côté, il y a aussi un changement dans la représentation chrétienne. Donc, ce qu'a fait Aoun avec le Hezbollah n'est en réalité qu'une nouvelle version de ce que l'on appelle au Liban le «Pacte national» de 1943, lorsque Riyad Solh et Bachar Al Khoury sont arrivés à la conclusion qu'un compromis était nécessaire pour que ce pays puisse exister. Aujourd'hui, avec l'alliance Aoun-Hezbollah, on est dans la même logique de compromis politique renouvelant le «Pacte national», avec la différence toutefois que ce pacte avait alors été accepté au niveau national, dans un contexte plus optimiste fait de perspectives de développement socioéconomique. Or, maintenant, le Liban n'a plus de rôle majeur à jouer dans la région. En 1943, le Liban était à la pointe dans toute une série de domaines, jouant le rôle de médiateur entre l'Occident et l'Orient. Mais, aujourd'hui, le Liban n'est plus indispensable. Les compétences dans le domaine universitaire ou bancaire existent maintenant à l'extérieur du Liban, notamment dans les pays du Golfe. Le Liban ne joue plus le rôle de médiateur économique et culturel régional. Les Français, par exemple, travaillent maintenant directement avec le Qatar et les Emirats où ils ont ouvert une succursale du Louvre et de l'École militaire de Saint-Cyr. Même la Syrie, pour ce qui est du tourisme, est devenue plus compétente et plus accessible que le Liban.

Propos recueillis par Pierre Vanrie

* Ndlr: Cette interview a été réalisée juste avant l'élection le 25 mai du général Michel Sleiman à la présidence de la République libanaise, sans chef de l'État depuis six mois.

Opéra: changement de cap en Flandre

L'ambition du nouveau jeune intendant

Les amateurs francophones d'opéra fréquentent peu l'Opéra flamand, à Anvers ou Gand. Ils ont tort. Depuis dix-huit ans son «intendant», Marc Clémeur, a complètement renouvelé la programmation et les ambitions esthétiques internationales de cet opéra jadis «provincial», qui exporte ses productions jusqu'au Japon. Belle récompense: à partir de janvier 2009, il dirigera, avec infiniment plus de moyens, l'Opéra du Rhin, à Strasbourg. Son successeur, le Suisse Avie Cahn, trente-quatre ans lorsqu'il prendra ses fonctions, début 2009, sera le plus jeune directeur d'opéra d'Europe. Entretien avec Christian Jade.

Le Zurichois Avie Cahn est conscient d'être né «bien né» pour son rôle actuel. Son père, critique musical et théâtral renommé, accueillait chez lui tous les artistes importants, de passage à Zurich. Il l'a amené dès l'âge de six ans à l'opéra de Zurich, dirigé par Alexander Pereira, le directeur d'opéra européen le plus ouvert à la création contemporaine. Une vocation de chanteur a été abandonnée pour des études de droit, axées sur la gestion artistique. Depuis 1999, son parcours impressionnant et éclectique le mène de Pékin à Helsinki, puis à Berne. Il s'est entraîné tant au planning qu'au casting, devenant un des meilleurs connaisseurs des grandes voix internationales et de projets ambitieux où l'opéra et le théâtre se rejoignent. À l'Opéra flamand, il conçoit ses saisons comme «thématisques», en commençant par l'*«utopie»*.

Pourquoi commencer une (demi-) saison d'opéra (début 2009) par la notion d'*«utopie»*, qui rappelle

plutôt les années 1968?

| **Avie Cahn:** Parce que l'opéra est pour moi, non pas un simple divertissement, mais une forme visionnaire de l'art, qui parle des grandes valeurs religieuses, sociales et politiques de ce monde. C'est le cas des trois opéras, des deux oratorios et de la 2^e symphonie de Mahler que j'ai programmés. Prenez *«Mazeppa»*, ce chef-d'œuvre de Tchaïkovski, jamais représenté en Belgique. Il oppose modernité et tradition, via un jeune Cosaque et un vieux propriétaire terrien, pris entre conservatisme et révolution, réalité et utopie. Dans *«Samson et Dalila»* de Saint-Saëns, il y a ce conflit fatal entre deux cultures et deux religions ennemis. Le rapprochement entre les deux ennemis est une utopie, toujours actuelle. *«Aquarius»* du compositeur flamand Karel Goeyvaerts aborde aussi le thème de la société idéale, avec des aspects ésotériques, proches de l'Apocalypse.

De même *«La Création»* de Haydn, *«Le Messie»* de Haendel ou la Symphonie *«Résurrection»* de Mahler interrogent la vision des chrétiens mais aussi des juifs sur ce monde avec le rôle de Dieu, du Diable et du *«Messie»*, sur lesquels juifs et chrétiens diffèrent.

Vous abordez ces œuvres de façon non conventionnelle?

J'ai mis à mon programme une œuvre flamande contemporaine *«Aquarius»*. Si l'opéra veut dépasser un «musée» de traditions désuètes, il doit s'adapter à notre époque. Ma fréquentation, dès l'enfance, de metteurs en scène de théâtre m'a convaincu de l'importance de la *«vision»*, en plus de la beauté musicale. C'est pourquoi j'ai fait appel, pour *«Samson et Dalila»*, à deux met-

teurs en scène, un Israélien chevronné, Omri Nitzan et un jeune metteur en scène palestinien, Nizar Zuabi, pour qu'ils échangent leur *«vision»* sur ce thème toujours actuel des rapports entre juifs et Palestiniens.

De même dans *«La Création»*, de Haydn, basée sur *«Paradise lost»*, de Milton, le jeune metteur en scène suisse Stephan Müller introduira des extraits d'autres passages de Milton, un *«contre-monde»* diabolique se moquant de l'œuvre du *«Seigneur»*, lus par trois grands acteurs

Quid de la qualité des «castings»? Pouvez-vous vous passer de «grands chanteurs»?

J'ai au moins deux solutions. J'aime intéresser de tout grands chanteurs à travailler pour des prix moins élevés si le projet scénique est original. C'est le cas pour *«Mazeppa»*, où je peux compter sur deux grandes pointures du Théâtre Marinski de Saint-Pétersbourg, dont Nikolai Putilin. Ou alors, il faut repérer des jeunes prometteurs, pas seulement chanteurs, mais metteurs en scène et chefs d'orchestre

Votre rapport avec l'opéra contemporain?

J'ai mis à mon programme une œuvre flamande contemporaine *«Aquarius»*. En Finlande, j'ai favorisé la création mondiale de *«Rasputin»* de Rautavaara. Je suis prêt à défendre des œuvres contemporaines fortes, qui parlent de notre époque au public. Mais l'opéra *«expérimental»* doit être défendu par des institutions spécialisées, s'il a peu

de chances de devenir un jour une œuvre de répertoire.

Un Flamand à Strasbourg

Après dix-huit ans de règne à l'Opéra flamand, Marc Clémeur hérite quant à lui de la direction de l'Opéra du Rhin. Un cadeau pour ce Flamand multilingue qui a fait des études de musicologie et de sciences théâtrales à l'Université de Cologne. Il se retrouve donc, comme un poisson dans l'eau, dans cette ville de Strasbourg qui cultive, dit-il, *«joie de vivre à la française et rigueur germanique»*.

Le bilan de votre long règne à Anvers et Gand?

| **Marc Clémeur:** Je suis parti de deux maisons d'opéra «provinciales», cultivant le répertoire du XIX^e siècle. Je l'ai élargi en remontant vers Monteverdi, Haendel, Lulli, tout le répertoire baroque, avec l'aide de chefs comme René Jacobs ou Philippe Herreweghe. J'ai eu la chance de pouvoir réaliser un cycle Puccini avec le Canadien Robert Carsen puis de commencer avec lui un cycle Janacek, que je poursuivrai à Strasbourg. Et puis j'ai introduit le répertoire contemporain, flamand, mais pas seulement: Britten, Tippett, Ligeti. J'ai aussi produit un cycle Fellini, avec *«Satyricon»* de Maderna, *«Prova d'Orchestra»* de Battistelli et pour finir *«La Strada»* de Luc Van Hove. Je crois aux connivences entre opéra et cinéma. Enfin je termine par un *«Ring»* moderne, mis en scène par Ivo Van Hove, qui a conquis une estime internationale, à défaut de convaincre toute la critique belge.

L'avantage de travailler à Strasbourg?

C'est une des plus grandes maisons d'opéra de France, après Paris, avec un statut d'opéra national. Les moyens financiers sont incomparables par rapport à l'Opéra flamand. La dotation est telle que je vais pouvoir produire cinq nouvelles créations par an, de haut niveau vocal et visuel, pour trois à Anvers. Les deux orchestres associés, le Philharmonique de Strasbourg et le Symphonique de Mulhouse n'entrent pas dans notre budget. Et puis, mon prédécesseur, Nicholas Snowman, ancien intendant du Festival de Glyndebourne, a donné un niveau d'exigence artistique qui va me faciliter la tâche. Enfin le festival *«Musica»*, à

Strasbourg, équivalent d'Ars Musica en Belgique, est un cadeau pour créer de nouveaux opéras contemporains.

Voilà pour les avantages. Des inconvénients?

On n'a pas idée, vu de Belgique, de la concurrence entre l'opéra du Rhin et quantité d'opéras allemands proches et très riches, à commencer

par Baden-Baden, à 60 km de Strasbourg, qui peut se permettre d'inviter le Ring mémorable de Gergiev, du Théâtre Marinski de Saint-Pétersbourg. La concurrence internationale est impitoyable et je devrai me battre pour y faire face. Ce n'est pas pour me déplaire. ■

Propos recueillis par Christian Jade

© Annemie Augustijns

Le passage du témoignage entre Marc Clémeur (dr.) et Avie Cahn (g.)

De Narcisse à Alice à l'Iselp

Miroirs et reflets en question

Et pour avoir méprisé l'amour de la nymphe Écho, Narcisse fut condamné par les dieux à tomber amoureux de sa propre image. Aussi lorsqu'il découvrit son reflet dans l'eau, conçut-il une passion inextinguible pour lui-même et dépit peu à peu de langueur.

On retrouve textuellement ce sujet dans la vidéo de l'américaine Patty Chang qui, en buvant l'eau de son reflet, absorbe son image, devenant «ce que je suis et ce qui me manque». Pareillement chez Ela Stasiuk qui se représente à la fois en peintre et en modèle, ici le miroir dédouble l'actrice narcissique et se fait autant objet introspectif que sujet d'autofiction.

L'exposition prend appui sur les travaux des Italiens Giulio Paolini et Michelangelo Pistoletto. Celui-ci, dès 1963, insère des photographies dans le reflet en trompe-l'œil de la surface réfléchissante, créant ainsi un rapport ambigu entre la réalité extérieure et l'image intérieure. Tandis que Paolini avec *«Vis-à-vis»* propose deux profils classiques identiques se fixant dans une durée infinie, réflexion sur le concept de temps et la citation archétypale. Autre point fort de cette exposition réflexive, la performance vidéo de Dan Graham réalisée à Amsterdam en 1977, dans laquelle l'artiste explique au public ses gestes et son attitude qu'il répète ensuite en se retournant face au miroir du fond de la salle. Par cette action, Graham entendait poser la question des modalités de perception.

Installation majeure aussi que *«Le Voyage du brise-glace au pays des miroirs»* pour laquelle Alain Fleischer dispose un bassin circulaire rempli d'eau

sur lequel un petit navire repousse des morceaux de glace qui sont autant de fragments de miroirs reflétant des morceaux d'images: odalisque d'Ingres ou forêts vierges. Fleischer nous montre ici l'aptitude de l'image à se briser et à se déformer pour mieux se reconstituer sous un autre avatar.

Patty Chang, capture d'image de *Fountain*, vidéo couleur sonore, 1999.

Sous le commissariat de Catherine Henkinet et Adèle Santocono, douze artistes usent du miroir, du reflet, du double pour aborder les notions d'identité, perturber notre perception et interroger le miroir, notre «juge suprême»... ■

Ben Duran

«De Narcisse à Alice» à l'ISELP, bd de Waterloo 31, 1000 Bruxelles - jusqu'au 21 juin. Entrée libre - Tél. 02 504 80 70.

Au Wiels

Mike Kelley: modes d'emploi

*«Pour ma famille,
l'art c'était
comme devenir un
communiste et un
pauvre.»*

Mike Kelley

Le peintre anglais Walter Sickert disait: «*Ne croyez jamais ce que dit un artiste, voyez plutôt ce qu'il fait!*» Et que dit Mike Kelley: «*On peut apprêhender mes expos sans avoir une quelconque connaissance de mon travail ou de l'art en général, je travaille sans arcanes...*»

À quoi, la commissaire de l'exposition, Anne Pontégnie corrige: «*À la réduction du minimalisme et aux séductions lisses du pop art, son œuvre oppose une esthétique analytique et poétique basée sur la profusion du sens et des références*». Alors qui est Mike Kelley (Détroit, 1954)? Mieux reconnu en Europe qu'aux États-Unis, dont il dénonce volontiers l'inculture crasse, il déclare notamment: «*En Amérique, l'art est infiniment moins considéré que la musique, les films ou le sport. Cela change un peu maintenant parce qu'il signifie une économie potentielle...*».

© Mike Kelley, Rose Hobart II, 2006. Courtesy of M. Kelley and Gagosian Gallery.

Élevé dans un milieu ouvrier et catholique, sa culture de base est populaire: couvertures de SF, bondieuseries saint-sulpiciennes, fêtes de collèges et mascarades d'Halloween. Guère de hasard donc, si en 1998, il expose, au Whitney Museum, «*Catholic Tastes*». L'œuvre complexe et touffue de Kelley est à lire en chapitres s'articulant les uns aux autres, ainsi son «*Educational Complex Onwards*» qu'il débute en 1995

est un travail monumental sur les différents établissements scolaires qu'il a fréquenté.

Travail sur la mémoire,

infidèle, elle ne se souvient que de 20%

des détails, il fait appel aux documents

en dernier recours et faute de tout

avoir appréhendé, il laisse des zones

aveugles, qui sont autant de lieux fan-

tastiques et qui «*sont interprétées,*

en fonction de la théorie du "syndrome

du souvenir refoulé", comme les lieux de

maltraitance traumatique

» nous explique l'auteur. Le parcours du Wiels, étalé

sur trois niveaux se veut d'ailleurs laby-

rinthique, évolutif de la pleine lumière

à l'obscurité totale («*Rose Hobart II*»,

À lire

→ **Primo Levi à l'œuvre. La réception de l'œuvre de Primo Levi dans le monde**

Témoin magistral de la déportation et du génocide des Juifs avec *Si c'est un homme* (paru en 1958), Primo Levi était aussi un écrivain prolifique. Déporté à Auschwitz en 1944, il y surviva et n'aura de cesse de témoigner. Avant de se suicider en 1987. Et si son œuvre testimoniale et littéraire ainsi que sa vie ont suscité de nombreuses études et biographies, la réception de cette œuvre — traduite dans une dizaine de langues —, n'avait jamais fait l'objet d'une étude approfondie et exhaustive.

C'est donc l'objectif de l'ouvrage dirigé par Philippe Mesnard et Yannis Thanassakos, publié aux éditions Kimé, à Paris. Le volume compte deux parties. La première examine le rôle des cadres nationaux et des traditions nationales dans la traduction, la publication, la diffusion de l'œuvre de Primo Levi en Europe, mais aussi en Argentine, au Canada, aux États-Unis...

La deuxième partie, intitulée Levi en débat, tente d'identifier, tant dans l'œuvre que la vie et la personnalité de l'auteur, les éléments, les traits et les particularités susceptibles d'expliquer sa réception universelle. Les deux enquêtes internationales menées en 2005 et 2006 ont donné lieu à deux colloques tenus à Bruxelles. (525 pp, 35 euros).

→ **Méta physique de la mode**, revue ah! (n°6-décembre 2007), revue de l'Université libre de Bruxelles, dirigée par Jacques Sojcher et Virginie Devillers, éditions cercle d'art.

L'étonnante revue ah! a revisité cette fois l'apparence: les modèles à suivre, les rôles à jouer, l'identité à réinventer. Quarante artistes, créateurs, cinéastes, écrivains, photographes, psychanalystes ont ainsi été invités à évoquer, qui un habit d'enfance, qui un accessoire-fétiche, qui une image de soi... On y trouve entre autres Gérald Watelet, Cathy Pill, Patrick Roegiers, Sandrine Willems, Caroline Lamarche, Jean-Baptiste Baronian, Jacques De Decker, Foulek Ringelheim, Marie-France et Patricia Martin... et tant d'autres qui ont tous quelque chose à dire à propos d'un string, de chaussures, d'une chemise, d'une robe, d'une veste, de fourrure, de maquillage... bref de tout ce que dit ou induit une pièce d'étoffe, un accessoire. L'apparence, dans ce qu'elle a à la fois de si futile et si important.

«*L'élégance, c'est la dignité d'être ce que l'on est*», disait Miró.

M.M.

2006], pour se terminer dans une pénombre sporadiquement éclairée par les écrans vidéos véhiculant une nature aussi artificielle que le maquillage d'un faux vampire.

Voici donc —enfin— la manifestation inaugurale du Wiels qui devait avoir lieu en 2006 et que l'imminence de la rétrospective de l'artiste au Stedelijk d'Amsterdam a précipité comme il s'en explique: «*Il n'y a pas eu de rétrospective importante de mon travail depuis une quinzaine d'années et cette expo est venue se poser au carrefour de l'architecture et de la mémoire. Le lien à l'école est plutôt un écran de fumée, je l'utilise comme une sorte de métaphore de la "victim culture", cette tendance actuelle de la société où sept personnes sur dix se sentent opprimées*».

L'exposition est magnifique, mais le choix par le Wiels d'un artiste aussi complexe, dont l'œuvre est sans cesse chevauchée par des éléments autobiographiques réels et fictifs se greffant sur tous les médiums artistiques contemporains existants (maquettes, peintures, dessins, mobiles, vidéos, installations, photos...), risque de décourager plus d'un visiteur. ■

Ben Durant

Mike Kelley, «*Educational Complex Onwards, 1995-2008*» - jusqu'au 27 juillet 2008, Wiels, Centre d'Art Contemporain, avenue Van Volxem 354, 1190 Bruxelles -www.wiels.org - Catalogue en anglais.